

RAPPORT ANNUEL 2024



VISION

UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR CHAQUE ENFANT.

MISSION

Mobiliser des partenariats et des investissements pour transformer les systèmes éducatifs des pays en développement, en ne laissant personne de côté.

BUT

Favoriser l'accès, les acquis scolaires et l'égalité des genres grâce à des systèmes éducatifs équitables et inclusifs conçus pour le 21^e siècle.

AXES PRIORITAIRES

Accès à l'éducation ; apprentissage précoce ; volume, équité et efficience du financement intérieur ; égalité des genres ; inclusion ; apprentissage ; qualité de l'enseignement ; forte capacité d'organisation.



OBJECTIFS

Renforcer la prise en compte de l'égalité des genres dans la planification et l'élaboration des politiques pour un impact systémique.

Coordonner les actions et les financements pour des changements en profondeur.

Renforcer les capacités, s'adapter et apprendre pour promouvoir des résultats à grande échelle.



Mobiliser les partenaires et les ressources à l'échelle nationale et internationale et internationaux pour des résultats durables.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
FAITS MARQUANTS DE 2024	3
LE GPE EN ACTION	4
TRANSFORMER L'ÉDUCATION	5
➤ 1. DES RÉFORMES MENÉES PAR LES PAYS POUR GARANTIR UNE ÉDUCATION À TOUS LES ENFANTS	6
➤ 2. UN FINANCEMENT QUI RÉPOND AUX BESOINS DES PAYS	10
GARANTIR LA CONTINUITÉ DE L'APPRENTISSAGE POUR LES ENFANTS	17
➤ 3. LES PARTENARIATS AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME	24
LE LEADERSHIP DES JEUNES	29
MOMENTS CLÉS	34
➤ 4. APPRENDRE ET S'ADAPTER : LA VOIE QUI MÈNE VERS LE CHANGEMENT	35
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE	38

AVANT-PROPOS

LAURA FRIGENTI

Directrice générale



Aujourd'hui plus que jamais, nous devons davantage investir en priorité dans l'éducation, dès lors qu'elle recèle le plus grand potentiel pour aider le monde à relever les défis internationaux et contribuer à garantir la prospérité, la sécurité et la stabilité.

Toutes les ressources consacrées à l'éducation font partie des investissements les plus bénéfiques, les plus efficaces et les plus puissants dans un avenir économique pacifique et meilleur.

En 2024, l'approche dynamique du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), qui s'adapte aux besoins des pays et à la conjoncture financière instable, a continué d'apporter une valeur ajoutée à l'éducation grâce à des financements innovants et à des partenariats efficaces. En rassemblant tous les acteurs qui œuvrent en faveur d'une meilleure éducation, du secteur privé aux groupes d'enseignants, le GPE concentre ses efforts et ses ressources sur les principaux domaines prioritaires que les pays partenaires ont identifiés dans leur système éducatif.

Les systèmes éducatifs des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont actuellement mis à rude épreuve par l'instabilité et les conflits, l'alourdissement du poids de la dette et l'imprévisibilité des flux d'aide internationale. Par conséquent, toute une génération d'enfants dans ces pays risque de ne pas acquérir les compétences et les aptitudes nécessaires pour mener une vie épanouie et productive.

En tant que plus grand fonds au monde entièrement dédié à transformer les systèmes éducatifs des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le GPE a approuvé plus d'un milliard de dollars de financements en 2024, ce qui représente une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, les financements au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE ont

mobilisé 1,5 milliard de dollars de cofinancement de la part de plus de trois douzaines de cofinanciers pour 21 pays partenaires.

La hausse spectaculaire du montant des financements du GPE témoigne de sa détermination à aider les pays partenaires à utiliser plus facilement les ressources du GPE pour leurs réformes prioritaires, tout en attirant des investissements supplémentaires de la part d'une communauté d'investisseurs de plus en plus importante. Au cours des quatre années qui ont suivi l'adoption du plan stratégique GPE 2025, les financements du GPE ont généré environ 4 milliards de dollars de cofinancement provenant de 64 partenaires, ce qui a permis de renforcer les programmes d'éducation pour les élèves les plus marginalisés.

À la suite de la reconstitution de ses ressources en 2021, le portefeuille de financements en cours du GPE atteignait 2,7 milliards de dollars dans 75 pays partenaires au profit de 253 millions d'enfants. Les financements du GPE ont permis de former 1,9 million d'enseignants et de construire ou de rénover plus de 36 000 salles de classe.

Le soutien du GPE a également permis de créer des espaces d'apprentissage sûrs pour les enfants au Soudan, de payer le salaire des enseignants en Érythrée et au Cameroun, ainsi que de former des milliers d'enseignants et de chefs d'établissement en Sierra Leone et en Ukraine.

Les initiatives d'appui technique du GPE ont permis de faire avancer les travaux sur la manière dont la technologie peut être utilisée à plus grande échelle pour améliorer l'éducation au Ghana et au Tadjikistan grâce à l'initiative Tech4Ed (technologie au service de l'éducation), tandis que les événements organisés par le mécanisme de Partage de connaissances et d'innovations

du GPE (KIX) en 2024 ont offert des possibilités d'apprentissage entre les pays à plus de 26 000 participants.

Le présent rapport annuel regorge d'exemples qui illustrent la manière dont l'approche du GPE fonctionne, et les pays partenaires s'appuient sur la capacité du GPE à rassembler les parties prenantes du secteur de l'éducation pour se focaliser sur la réforme prioritaire qui a été identifiée par chaque pays comme étant la plus efficace pour transformer son propre système éducatif.

L'année dernière a montré une fois de plus que le GPE est particulièrement bien placé pour contribuer à un changement radical dans l'éducation en concentrant ses efforts et en renforçant son soutien au niveau local, régional et mondial.

Le GPE a plaidé en faveur des investissements dans le secteur de l'éducation sur les plus grandes scènes internationales, de l'Assemblée générale des Nations Unies aux réunions du Groupe des sept (G7), tout en faisant valoir l'importance des contributions de la société civile et des enseignants à l'élaboration des politiques de l'éducation au niveau national.

Le GPE a saisi toutes les occasions pour s'assurer que son influence, sa voix et ses ressources étaient clairement ciblées pour susciter et accélérer la transformation des systèmes éducatifs dans les pays partenaires, à un moment difficile pour l'enseignement dans le monde entier.

À l'heure actuelle, plus de 250 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, tandis qu'environ sept enfants sur dix dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont incapables de lire et de comprendre un texte simple. L'accès à l'éducation ne suffit plus. En revanche, offrir une éducation de qualité qui permette à toutes les filles et à tous les garçons d'acquérir des compétences utiles pour réussir non seulement à l'école, mais aussi plus tard dans leur vie professionnelle et privée, constitue un objectif essentiel mais lointain.

La communauté internationale ne doit pas se laisser décourager. Elle doit au contraire reconnaître

l'immense valeur d'un investissement efficace dans l'éducation et les avantages qu'il offre pour bâtir des sociétés plus équitables, résilientes, prospères et pacifiques.

Le GPE a accordé la priorité au changement systémique dans l'éducation, grâce à des partenariats solides avec les gouvernements, la société civile, les parties prenantes du secteur de l'éducation, et à des investissements du secteur public et du secteur privé, ce qui a permis d'obtenir les résultats nécessaires pour réaliser de véritables progrès pour que tous les enfants soient scolarisés et apprennent.

Les financements accordés par l'intermédiaire de L'Éducation à voix haute ont renforcé la participation effective de la société civile et des groupes d'enseignants et de parents à l'élaboration de politiques d'éducation mieux ciblées et plus inclusives.

En 2025, le GPE commencera à rechercher des investissements pour reconstituer son Fonds afin de pouvoir continuer à octroyer des financements innovants, flexibles et efficaces aux pays partenaires au profit de l'éducation. Le GPE a réalisé des progrès en matière d'efficacité et de réactivité, dès lors qu'il a enregistré un nombre record de financements approuvés et de décaissements, ce qui témoigne d'une amélioration constante.

En investissant dans la dernière reconstitution des ressources du GPE, les bailleurs de fonds peuvent être sûrs qu'ils créeront des possibilités d'apprentissage de meilleure qualité et plus équitables, et qu'ils favoriseront de meilleurs résultats éducatifs en s'assurant que les pays partenaires disposent des ressources nécessaires pour répondre à leurs ambitions.

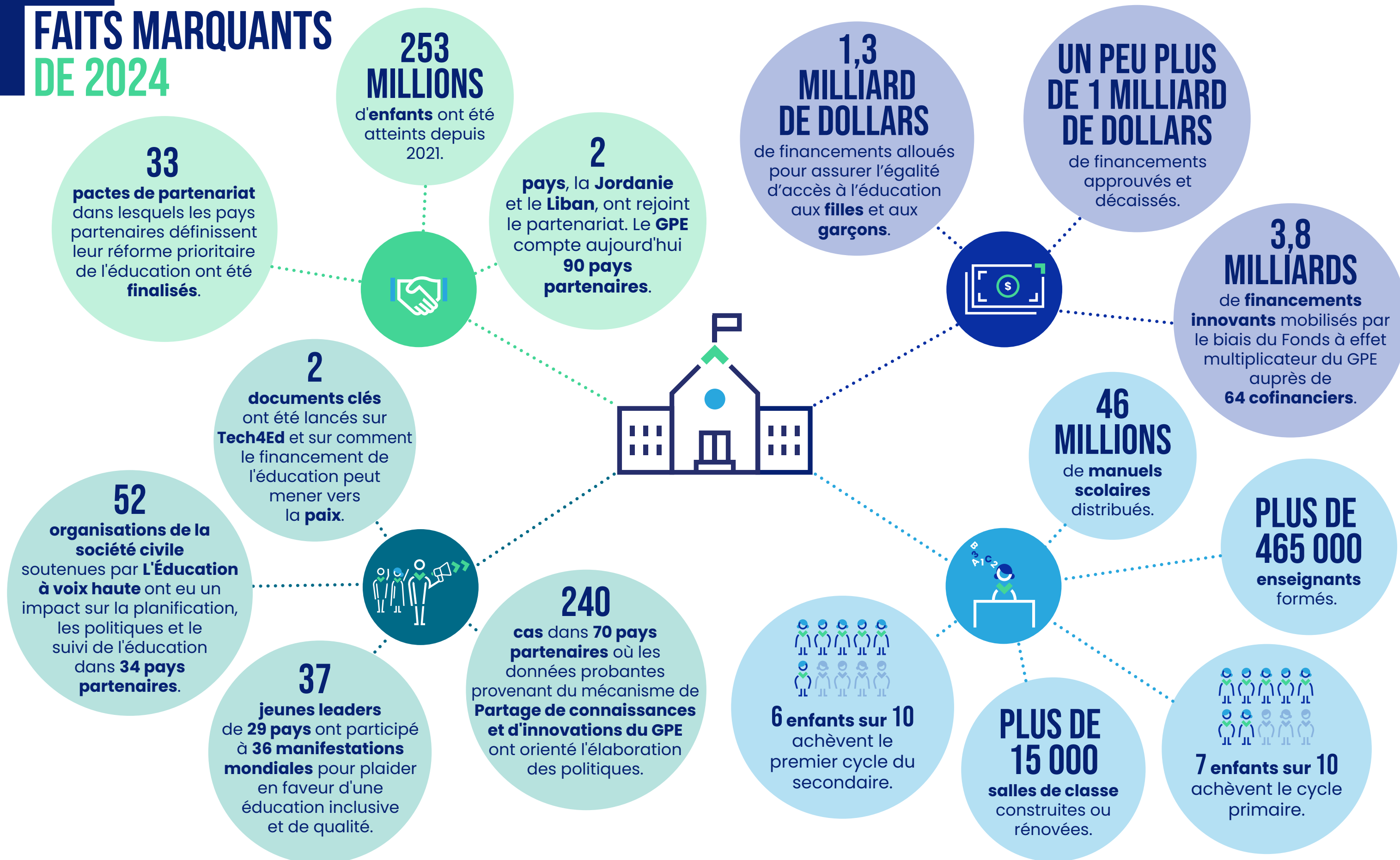


Laura Frigenti

Directrice générale

Partenariat mondial pour l'éducation

FAITS MARQUANTS DE 2024



LE GPE EN ACTION

Pays partenaires du GPE pour lesquels un financement a été approuvé en 2024

Millions USD

< 1

1-10

> 10

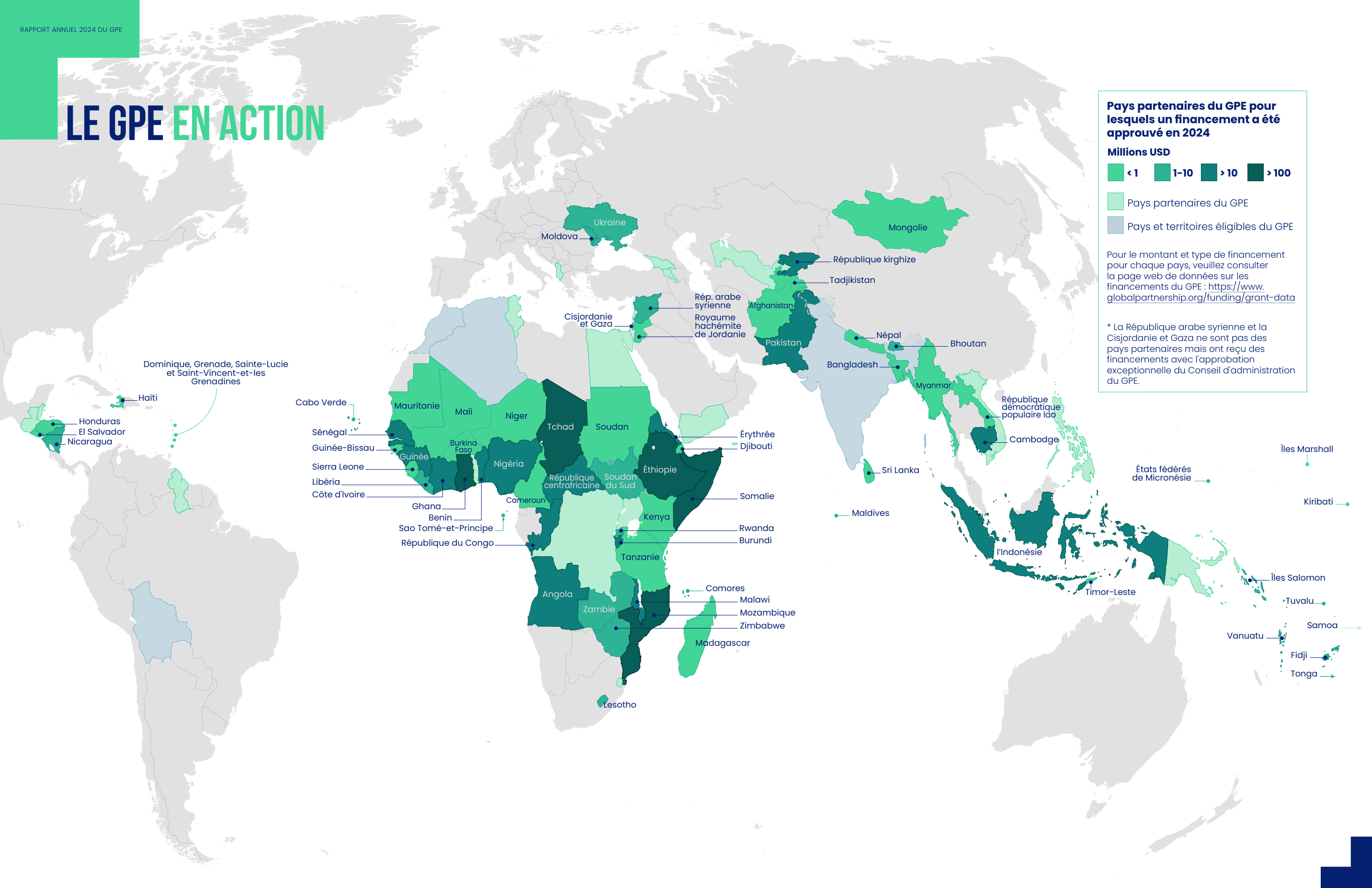
> 100

Pays partenaires du GPE

Pays et territoires éligibles du GPE

Pour le montant et type de financement pour chaque pays, veuillez consulter la page web de données sur les financements du GPE : <https://www.globalpartnership.org/funding/grant-data>

* La République arabe syrienne et la Cisjordanie et Gaza ne sont pas des pays partenaires mais ont reçu des financements avec l'approbation exceptionnelle du Conseil d'administration du GPE.





Maria, 13 ans, élève au collège Kulmiye dans le village de réfugiés d'Ali Adde, à Djibouti.

GPE/Frederico Scoppa

TRANSFORMER L'ÉDUCATION

Tirer parti des atouts et des financements des partenaires pour réaliser les ambitions des pays

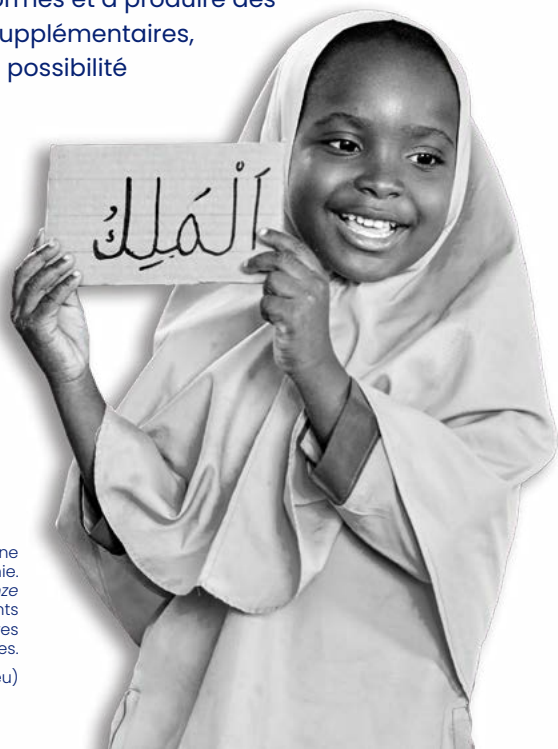
1. Des réformes menées par les pays pour garantir une éducation à tous les enfants

Alors que les pays se heurtent à divers défis mondiaux, tels que les chocs économiques, le changement climatique et les conflits, le GPE reste déterminé à garantir une éducation de qualité pour chaque enfant.

L'éducation permet aux élèves d'acquérir les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour réussir dans les économies du 21^e siècle, être résilients dans un monde en constante mutation et contribuer à des sociétés plus justes et plus pacifiques. Néanmoins, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, plus de 250 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et 70 % des enfants âgés de 10 ans ne sont pas capables de lire ni de comprendre un texte simple. Les budgets nationaux consacrés à l'éducation sont mis à rude épreuve et la part de l'aide internationale allouée à l'éducation a diminué.

Le GPE travaille en étroite collaboration avec 90 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dans le but de transformer leurs systèmes éducatifs et de scolariser et d'instruire tous les enfants en alignant les financements, l'expertise et les partenariats sur des réformes prioritaires conçues pour avoir un impact à grande échelle. Sous l'impulsion du pays, l'approche unique du GPE consiste à aider les pays partenaires à renforcer la capacité de leurs systèmes éducatifs à accélérer et à soutenir les réformes et à produire des résultats, afin que des millions d'enfants supplémentaires, en particulier les plus vulnérables, aient la possibilité d'apprendre et de s'épanouir.

Qu'il s'agisse d'améliorer l'apprentissage fondamental au **Ghana**, d'élargir l'accès à l'éducation aux réfugiés rohingyas au **Bangladesh** ou d'intégrer les enfants en situation de handicap au **Vanuatu**, le GPE a continué à tirer parti des partenariats en soutenant les ambitions des pays visant à favoriser un changement



Une élève de maternelle montre une pancarte pendant un cours collectif dans une classe du centre Maandalizi Michikichini TuTu de Michikichini à Zanzibar en Tanzanie. Le programme TuTu, soutenu par le GPE, Sida et l'USAID, signifie *Tucheze Tujifunze* (« Apprendre par le jeu ») et élargit l'accès à l'enseignement préscolaire pour les enfants vivant dans les régions reculées et mal desservies en mettant en place des centres communautaires et des classes de maternelle dans les écoles primaires.

GPE/Nainkwa (Trans.Lieu)

durable à l'échelle du système pour l'éducation et à garantir que les réformes produisent des résultats à long terme.

Cela impliquait notamment de mobiliser des niveaux d'investissement record pour aider les pays partenaires à mettre en œuvre leurs réformes. En 2024, le GPE a approuvé des financements d'un montant total de plus de 1,2 milliard de dollars et a décaissé presque le même montant, ce qui constitue dans les deux cas des records pour les financements standards du GPE pour une année donnée. Il est important de noter que les financements du GPE ont permis de mobiliser un cofinancement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars de la part d'autres partenaires, ce qui représente un financement total de 3,8 milliards de dollars pour mener des réformes destinées à améliorer l'éducation dans les pays partenaires. Depuis 2021, les financements du GPE ont permis d'atteindre 253 millions d'enfants, de former 1,9 million d'enseignants, de distribuer 169 millions de manuels scolaires, et de construire ou de rénover 36 000 salles de classe dans les pays partenaires.

Le GPE est particulièrement bien placé pour mobiliser les partenariats et les financements dont les pays partenaires ont besoin pour lever les principaux obstacles qui entravent la planification intégrant la notion de genre, le financement national, la collecte de données et la coordination des parties prenantes dans le secteur de l'éducation (cf. encadré 1).

Les pactes de partenariat accordent la priorité à la durabilité

Les réformes menées par les pays se trouvent au cœur de l'approche du GPE. Chaque pays partenaire commence par sélectionner une réforme prioritaire visant à éliminer les principaux obstacles qui l'empêchent de réaliser sa vision nationale de l'éducation. Élaboré dans le cadre d'une concertation et d'un dialogue avec les acteurs de l'ensemble du système éducatif, le pacte de partenariat de chaque pays décrit la manière dont toutes les parties prenantes apporteront le soutien nécessaire pour faire avancer cette réforme prioritaire et favoriser le changement dans l'ensemble du système éducatif, en s'assurant que le soutien financier et technique du GPE et d'autres acteurs soit orienté précisément vers les domaines qui en ont le plus besoin.

À la fin de l'année 2024, 71 pays partenaires avaient finalisé des pactes de partenariat qui servent de base à leur engagement actuel avec le GPE et d'autres parties prenantes, en adoptant des approches systémiques pour rendre l'éducation plus inclusive, plus équitable et plus efficace.

Encadré 1 : la boîte à outils du GPE pour transformer les systèmes éducatifs

Une fois qu'un pays a sélectionné sa réforme prioritaire, **le double soutien du GPE** en tant que **partenariat et fonds** offre aux pays partenaires la meilleure gamme de ressources et d'outils pour produire des résultats à grande échelle, tout en élargissant l'engagement et l'appropriation par le pays de la réforme de l'éducation, afin d'améliorer les perspectives de changements positifs et productifs dans leurs systèmes éducatifs.

Le pacte de partenariat décrit comment le pays et ses partenaires peuvent associer leurs efforts pour accélérer les progrès réalisés dans un domaine qui détient le plus grand potentiel de transformation du système éducatif d'un pays. Les ressources du GPE, telles que **le financement pour la transformation du système, le financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE et l'Accélérateur de l'éducation des filles**, sont utilisées avec d'autres sources de financement, afin de générer un impact maximal. Ces financements ont été conçus pour soutenir des programmes efficaces et basés sur les résultats, notamment grâce à **des déclencheurs du financement complémentaire** qui accélèrent une partie du financement lorsque des jalons spécifiques, déterminés par les pays, sont atteints et comprennent généralement des engagements du gouvernement à accroître le volume, l'équité ou l'efficacité de leur financement national pour l'éducation.

Pour pouvoir mieux identifier les obstacles à la transformation de leur système éducatif et leurs solutions, les pays peuvent avoir recours à l'apprentissage entre pairs et à la recherche par le biais du **mécanisme de Partage de connaissances et d'innovations du GPE (KIX)**, à un soutien spécialisé grâce aux initiatives d'appui technique du GPE et aux organisations de la société civile dont la participation est renforcée par le financement de **L'Éducation à voix haute**.

Les réformes prioritaires sont précisément adaptées à chaque situation et s'efforcent de lever les obstacles qui persistent pour améliorer l'apprentissage et l'enseignement, en particulier dans les premières années de scolarité, et de renforcer les systèmes éducatifs en améliorant les données, les financements et la prise de décision fondée sur des données probantes. Garantir que tous les enfants, indépendamment de leur genre, de leur emplacement géographique, de leur niveau de pauvreté ou de leur situation de handicap, aient les mêmes chances d'apprendre grâce à une planification intégrant la notion de genre est un autre axe prioritaire dans tous les pays partenaires du GPE.

Bien qu'ils prennent des mesures individuelles pour relever leurs propres défis, les pays partenaires ont reconnu en 2024 la nécessité de transformer en profondeur leurs systèmes éducatifs :

- Le **Ghana** a examiné les données portant sur le secteur de l'éducation et a sélectionné l'apprentissage fondamental comme réforme prioritaire, en reconnaissant que l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul et des compétences socio-émotionnelles dans les petites classes constitue les fondements de tous les autres apprentissages et de l'acquisition de compétences tout au long de la vie de l'enfant. Les partenaires au Ghana s'efforceront d'améliorer l'égalité des genres, ainsi que la qualité de l'apprentissage et de l'enseignement, pour mettre en œuvre leur réforme prioritaire de l'éducation.
- Le **Malawi** s'est appuyé sur de meilleures évaluations des acquis scolaires réalisées dans le cadre d'un précédent programme financé par le GPE dans certains districts les plus pauvres du pays pour orienter son plan national d'investissement dans le secteur de l'éducation et son pacte de partenariat. La réforme prioritaire du pacte consiste à dispenser « un apprentissage fondamental de qualité pour toutes les filles et tous les garçons » en soutenant davantage les enseignants, en diminuant les effectifs dans les classes et en révisant les programmes.
- À **Sao Tomé-et-Principe**, la préparation du pacte de partenariat a révélé que les résultats des évaluations des acquis scolaires n'étaient pas partagés de manière efficace pour pouvoir orienter la prise de décision en matière d'éducation. Par conséquent, le gouvernement a adopté un calendrier consolidé pour programmer des évaluations des acquis scolaires périodiques qui permettent de fournir des données comparables sur les résultats d'apprentissage des élèves pour aider les parties prenantes du secteur de l'éducation à prendre des décisions.
- Le **Vanuatu** a choisi d'axer sa réforme prioritaire sur l'amélioration des taux d'alphabétisation à l'école primaire. Les principaux domaines d'intervention énoncés dans son pacte de partenariat visent à renforcer l'efficacité des enseignants et le soutien aux parents, à réduire les inégalités liées au genre ou aux capacités d'un individu, à équiper les salles de classe de matériel de lecture adapté à la culture du pays et à garantir la continuité de l'enseignement en cas de catastrophe.
- Le Pacte de partenariat du **Guyana** est aligné sur le plan sectoriel de l'éducation du pays qui s'efforce d'améliorer l'efficacité, l'égalité et l'apprentissage tout au long de la vie pour promouvoir l'employabilité. En 2024, le pays a commencé à bénéficier d'un financement pour la transformation du système d'un montant de 5 millions de dollars, géré par la **Banque interaméricaine de développement**, qui vise à renforcer le leadership pédagogique au niveau des districts et des écoles en vue de favoriser un apprentissage plus inclusif et adapté à la culture du pays.
- La **Guinée-Bissau** a distribué de nouveaux guides pédagogiques aux enseignants et de nouveaux manuels scolaires aux élèves dans 560 écoles primaires issues de districts sélectionnés, dans le cadre de la première étape de la réforme de son programme d'enseignement primaire. Plus de 3 000 enseignants ont reçu une formation pour mettre en pratique le nouveau programme, qui prévoit d'utiliser des tablettes préchargées avec du contenu pédagogique. En s'appuyant sur les données probantes des premières expériences et grâce à un financement de mise en œuvre du GPE et à un financement de la **Banque mondiale**, le gouvernement prévoit de déployer le nouveau programme dans toutes les autres écoles primaires.

Des financements et des compétences en matière de données pour améliorer l'apprentissage fondamental en Gambie

Pour améliorer les compétences de base en lecture, écriture et calcul, la **Gambie** a choisi de rendre l'apprentissage fondamental plus accessible, équitable et inclusif en tant que réforme prioritaire, et a mobilisé le soutien le plus large possible du GPE et d'autres partenaires issus du secteur privé et de la société civile pour l'accompagner dans ses efforts. Même si le ministère de l'Éducation a constaté une amélioration des taux de scolarisation à tous les niveaux d'enseignement, seulement 11 % des enfants âgés de 7 à 14 ans ont acquis des compétences fondamentales en lecture et ce taux ne s'élevait qu'à 9 % en calcul. Sans disposer d'une analyse approfondie de l'impact du genre sur l'accès à l'éducation, il était difficile de comprendre les différents parcours d'apprentissage des garçons et des filles, ainsi que les facteurs particuliers qui ont influencé leur scolarité dans les différents districts.

La Gambie a mobilisé près de 13 millions de dollars grâce au financement pour le renforcement des capacités du système, au financement pour la transformation du système et au fonds à effet multiplicateur du GPE, afin d'améliorer la gestion des écoles et l'engagement de la communauté. L'objectif consiste à décentraliser la collecte et l'analyse des données, afin que les personnes les plus proches des écoles et des salles de classe puissent prendre des décisions fondées sur un plus grand nombre de données de qualité qui leur permettront de mieux comprendre comment et pourquoi les familles choisissent des parcours différents pour les garçons et les filles en termes d'éducation.

Dans le cadre de cet effort, la Gambie a mené à bien le programme pilote de leadership en données sur l'éducation en 2024, une initiative conjointe entre le GPE, **Cisco** et le ministère de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire destinée à former les fonctionnaires du ministère, ce qui démontre la puissance des partenariats public-privé pour développer l'expertise et renforcer les capacités dans le domaine de l'analyse des données sur l'éducation.

Le programme de leadership en données sur l'éducation s'est appuyé sur les conclusions d'un projet de recherche du Partage de connaissances et d'innovations (KIX) du GPE portant sur la manière d'adapter une innovation éprouvée dans le secteur de la santé (un système d'information en libre accès) aux besoins du secteur de l'éducation en Gambie, au **Togo** et en **Ouganda**. Le projet est le fruit d'une collaboration avec l'**Université d'Oslo** et devrait s'étendre à la **Sierra Leone**, au **Mozambique** et à l'**Eswatini**.

De plus, le soutien de L'Éducation à voix haute octroyé à une coalition de la société civile, soit le Réseau de Campagne pour l'éducation pour tous (EFANet), et ses efforts entrepris pour encourager l'élaboration de politiques intégrant la notion de genre ont permis de mieux sensibiliser les communautés, de les impliquer davantage dans l'éducation des enfants et de promouvoir un accès équitable à l'éducation pour les garçons et les filles en Gambie.

Un jeune élève écrit au tableau à l'occasion d'une visite de l'école en Gambie liée à la table ronde sur les solutions aux problèmes de données dans l'éducation, créée pour tirer parti de l'expertise des partenaires locaux, privés et de développement afin d'améliorer la disponibilité et l'utilisation de données précises et actuelles sur l'éducation.

GPE/Jim Cham

2. Un financement qui répond aux besoins des pays

Tout au long de l'année, le GPE a renforcé son soutien accordé aux pays partenaires pour favoriser la transformation de leurs systèmes éducatifs et dispenser une éducation de qualité à chaque enfant. Les financements du GPE sont conçus pour stimuler rapidement et sensiblement les investissements dans l'éducation dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en soutenant la transformation du système, alors que les pays partenaires doivent faire face aux pressions économiques, au changement climatique et aux coûts pour assurer l'accès à un apprentissage de qualité à tous les enfants.

Soutenir l'apprentissage

L'objectif principal du GPE est d'aider les pays partenaires à remédier aux faibles niveaux d'apprentissage en ralliant les partenaires et les ressources autour d'approches fondées sur des données probantes. Dans les pays partenaires du GPE, les réformes soutenues par le gouvernement et visant à améliorer les résultats d'apprentissage prévoient de mettre en œuvre des pédagogies structurées, de former des enseignants et de réviser les supports pédagogiques.

Un élément essentiel de l'approche du GPE consiste à renforcer les systèmes d'évaluation des acquis scolaires qui apportent aux pays de précieux outils pour pouvoir identifier les lacunes d'apprentissage et orienter les réformes ciblées dans le domaine de l'éducation. Tous les pactes de partenariat conclus dans le cadre du plan stratégique GPE 2025 prévoient des mesures visant à réaliser, améliorer ou élargir les évaluations nationales des acquis scolaires, et 65 % des financements du GPE en cours soutiennent des évaluations nationales des acquis scolaires. Le GPE finance également l'apprentissage entre pairs et l'appui technique par le biais d'initiatives telles que le **Partage de connaissances et d'innovations (KIX) du GPE**, afin que les pays puissent partager et adopter les meilleures pratiques pour évaluer et améliorer les résultats d'apprentissage les plus pertinents dans leur contexte.

Alors que la plupart des programmes soutenus par des financements dans le cadre du GPE 2025 sont encore en cours d'exécution, les résultats des financements clôturés qui ont évalué le niveau de compétences des élèves sont positifs. Par exemple, les financements qui disposent de données sur les niveaux de compétences en lecture ont montré que les niveaux s'étaient nettement améliorés, ce qui correspond à trois années supplémentaires de scolarisation pour les enfants. Dans l'ensemble, 70 % des financements du GPE clôturés qui ont évalué les résultats d'apprentissage ont montré que les acquis d'apprentissage des élèves s'étaient améliorés.



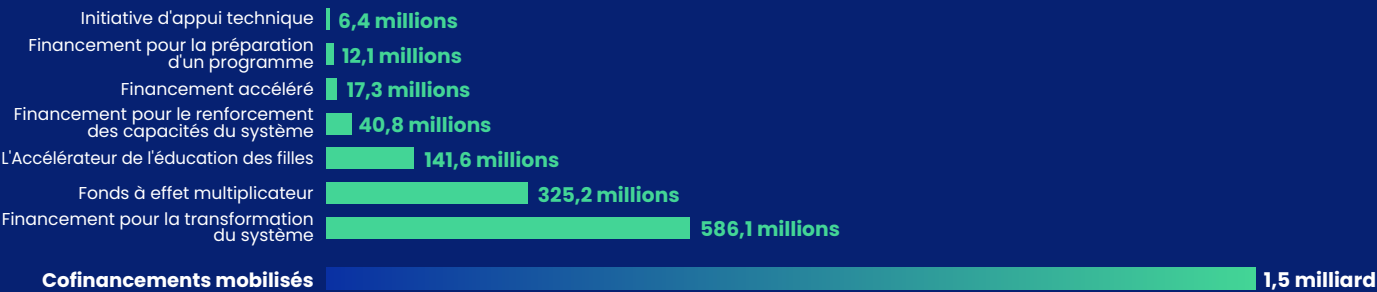
Mobiliser des fonds pour obtenir des résultats à grande échelle

En 2024, le GPE a approuvé un montant record de nouveaux financements qui a atteint 1,2 milliard de dollars. Ce montant a triplé par rapport à l'année précédente, ce qui atteste des efforts déployés par le GPE pour s'améliorer constamment et optimiser son efficacité. Par ailleurs, les instruments de financements innovants du GPE ont utilisé une partie de ce financement pour mobiliser 1,5 milliard de dollars de cofinancement supplémentaire auprès de 38 partenaires dans 21 pays, catalysant des ressources des fondations philanthropiques, du secteur privé et

des banques de développement qui n'auraient pas été investies dans l'éducation autrement.

Le portefeuille de financements du GPE en cours a atteint 2,7 milliards de dollars en 2024, ce qui correspond à son niveau record, sans compter la hausse exceptionnelle des financements accordés lors de la pandémie de COVID-19 en 2022. Ces financements, qui sont alignés sur les réformes prioritaires de l'éducation, ont renforcé les efforts des pays partenaires pour, par exemple, dispenser un enseignement de qualité, améliorer la collecte de données et garantir un apprentissage inclusif et fondamental.

Types de financement approuvés en 2024 (USD)



En 2024, les financements du GPE ont permis aux gouvernements de former plus de 465 000 enseignants, de distribuer 46 millions de manuels scolaires et de construire ou de rénover plus de 15 000 salles de classe. Le financement du GPE aide également les gouvernements à cibler les interventions sur les enfants les plus vulnérables et à élaborer des réformes visant à éliminer les divers obstacles qui peuvent empêcher les enfants d'apprendre, notamment ceux liés aux inégalités entre les genres, aux effets du changement climatique, à la situation de handicap ou à la pauvreté. Sur le montant record de financements approuvés en 2024, près de 1,2 milliard de dollars ont été accordés sous forme de financements pour la transformation du système, de financements au titre du fonds à effet multiplicateur, de financements au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles

(ou d'une combinaison de ces financements) et de financements accélérés pour soutenir les changements à l'échelle du système dans le domaine de l'éducation.

► Le **Cambodge**, par exemple, a accédé à un financement du GPE d'un montant de 38,1 millions de dollars pour faire avancer sa réforme prioritaire qui vise à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage grâce à du matériel pédagogique amélioré, des plans de cours structurés et de meilleures évaluations des élèves pour orienter les enseignants, en particulier lorsqu'ils aident les enfants les plus défavorisés. Ce financement comprend 30 millions de dollars de financement au titre du fonds à effet multiplicateur (dont 20 millions de dollars ont été approuvés en 2024) qui ont permis de

mobiliser 60 millions de dollars de crédit auprès de l'**Association internationale de développement de la Banque mondiale**. Le Cambodge s'efforce de garantir que tous les enfants suivent au moins une année d'enseignement préscolaire et met actuellement en place un système d'évaluation de la qualité de l'apprentissage.

- Au **Bénin**, un financement pour la transformation du système d'un montant de 25,7 millions de dollars sera assorti d'un financement au

titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles d'un montant de 12,8 millions de dollars pour soutenir la réforme prioritaire du pays, qui vise à améliorer l'acquisition de connaissances et de compétences de base de tous les enfants âgés de 3 à 18 ans. Cette réforme accorde une importance particulière à la qualité et au niveau d'inclusivité des méthodes d'enseignement et d'apprentissage, en particulier dans les municipalités les plus défavorisées.

Accroître l'efficacité en se rapprochant des pays partenaires

Au cours de l'année 2024, le GPE a entrepris une série de réformes pour renforcer son efficacité opérationnelle et mieux répondre aux besoins des pays partenaires. En juin 2024, le GPE a annoncé l'ouverture d'un nouveau bureau à Nairobi, au **Kenya**, afin de se rapprocher de ses pays partenaires et d'accroître l'efficacité et la réactivité. Le bureau de Nairobi ouvrira en juillet 2025 et accueillera une petite équipe qui s'occupera des pays partenaires situés en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

Le GPE renforcera également sa présence à Paris, pour s'occuper des pays partenaires situés en Afrique centrale et occidentale depuis ce pôle élargi, tandis que les équipes chargées de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie-Pacifique continueront de travailler à Washington DC et à Paris.



Renforcer le financement national

Il est essentiel d'exploiter au maximum les investissements dans l'éducation et de réduire les coûts associés, étant donné que les dépenses d'éducation n'ont augmenté que de 1,8 % par an en termes réels entre 2010 et 2022 dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ce qui est bien en dessous des taux de croissance et d'inflation et bien en deçà de ce qui est nécessaire pour répondre aux objectifs et aux ambitions des pays.

Le manque de ressources constitue un obstacle majeur à la transformation du système, c'est la raison pour laquelle le GPE propose des mesures incitatives aux pays partenaires pour renforcer l'efficacité des dépenses consacrées à l'éducation et

s'assurer que celles-ci sont allouées aux domaines qui en ont le plus besoin.

En parallèle avec le dialogue sectoriel dans chaque pays, les financements du GPE peuvent également être utilisés pour améliorer les dépenses d'éducation en général, ce qui génère un gain d'efficacité dans les budgets de l'éducation et permet de s'assurer que les financements parviennent aux enfants qui en ont le plus besoin. Le GPE encourage ces réformes en proposant des financements basés sur les résultats ou des « financements complémentaires » qui permettent aux pays d'accéder à une partie de leur financement total (généralement entre 10 et 20 %) si certaines conditions sont remplies. Près de 80 % des pays qui ont choisi de tirer parti du financement basé sur les résultats du GPE l'ont conditionné à des changements de politique en

Améliorer la qualité de l'éducation au Lesotho avec des partenaires du secteur privé

L'adoption d'une approche de transformation du système éducatif a reconnu que l'amélioration de la qualité de l'éducation est tout aussi importante que l'accès à l'éducation pour tous, en particulier pour les pays qui s'efforcent de libérer le potentiel d'une population jeune et en pleine expansion.

Entre 2010 et 2022, la population du **Lesotho** a augmenté de 14 % et se caractérise par une population particulièrement jeune, dès lors que 53 % de la population du pays a moins de 25 ans. Les données les plus récentes montrent que près de 33 % de la population est âgée entre 3 et 17 ans et est donc en âge d'être scolarisée. Depuis 2010, l'enseignement primaire est gratuit, obligatoire et accessible à tous les citoyens âgés de 6 à 12 ans. Cependant, les élèves ne terminent généralement qu'une dizaine d'années de scolarité et la qualité de l'enseignement, comme en témoignent les résultats obtenus aux évaluations, n'est que moyenne.

Une part considérable du budget du Lesotho consacré à l'enseignement primaire gratuit sert à rémunérer les enseignants, ainsi qu'à couvrir les coûts des manuels, des fournitures scolaires, et du programme d'alimentation scolaire. Bien que ce programme soit bénéfique pour encourager les enfants à aller à l'école et pour améliorer leur concentration et leur apprentissage, celui-ci représente une dépense importante.

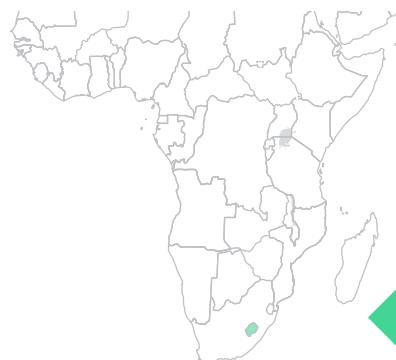
Le pacte de partenariat du Lesotho a pour objectif principal d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, en ciblant particulièrement les élèves marginalisés, et est conçu pour améliorer les compétences de base en lecture, écriture et calcul dans l'éducation de la petite enfance et l'éducation de base. Le pacte prévoit des programmes de développement professionnel des enseignants axés

sur l'acquisition des compétences du 21^e siècle, l'apprentissage fondamental de la lecture, de l'écriture et du calcul, ainsi qu'une formation spécialisée en mathématiques et en sciences pour les enseignants du secondaire.

Le groupe local des partenaires de l'éducation au Lesotho a également joué un rôle crucial dans l'harmonisation et l'alignement des efforts du secteur privé sur les priorités du pays en matière d'éducation. La Chambre de commerce et d'industrie du Lesotho et **Vodacom Lesotho** faisaient partie du groupe local des partenaires de l'éducation et leur participation a permis de susciter l'intérêt d'une plus vaste communauté d'entreprises.

Les investisseurs du secteur privé se sont rapidement alignés sur le nouveau pacte de partenariat, en commençant par une contribution de 2,5 millions de dollars de la part de la **Roger Federer Foundation**. Le GPE a ensuite approuvé un financement au titre du fonds à effet multiplicateur d'un montant de 2,5 millions de dollars en 2024, facilité par le cofinancement de Vodacom Lesotho, de la **Higherlife Foundation d'ECONET Telecom Lesotho** et de la **Standard Lesotho Bank**.

Ces partenaires apportent leur propre expertise dans les domaines de réforme ciblés, notamment les plateformes d'apprentissage numérique dans des centaines d'écoles, et prennent en charge les frais de scolarité, la formation des enseignants et les programmes de mentorat.



matière de financement national (cf. l'encadré 2).

Alors que l'aide internationale est souvent fragmentée et parallèle aux systèmes gouvernementaux, le GPE s'appuie sur son approche partenariale pour renforcer les systèmes et les institutions des pays partenaires selon des modalités adaptées à chaque situation. Il s'agit notamment de déployer les ressources externes du GPE et d'autres partenaires par l'intermédiaire des systèmes budgétaires et financiers nationaux, qui peuvent à leur tour catalyser des réformes plus vastes visant à renforcer l'efficacité et à favoriser la viabilité de l'ensemble du système éducatif. Environ 50 % des financements du GPE sont octroyés par l'intermédiaire des systèmes nationaux, avec un suivi et des mesures de sauvegarde appropriés permettant de renforcer les contrôles fiduciaires et les cadres de présentation des informations.

Dans d'autres contextes, le GPE encourage des mécanismes coordonnés, tels que le mécanisme de mise en commun des financements, pour minimiser la fragmentation. En 2024, 1,9 milliard de dollars de fonds du GPE ont été harmonisés avec d'autres financements externes, ce qui a permis de favoriser l'alignement de l'aide et de réduire la fragmentation.

➤ Au **Mozambique**, le GPE et huit autres partenaires de développement contribuent au Fonds de soutien au secteur de l'éducation du gouvernement, qui gère généralement plus de 60 millions de dollars de financement externe par an. La gestion de cet investissement par une voie unique a amélioré la transparence, a réduit les doubles emplois, et a également permis au ministère de l'Éducation et du Développement humain d'allouer plus facilement les fonds aux domaines qui en ont le plus besoin dans tout le pays.

Des financements innovants pour favoriser de nouveaux partenariats

Le GPE a été le premier à proposer des solutions et des instruments de financement visant à générer un financement complémentaire, efficace et équitable dans le domaine de l'éducation. Des financements tels que le **fonds à effet multiplicateur du GPE** et l'outil **Debt2Ed** permettent de catalyser des fonds supplémentaires, d'attirer de nouveaux partenaires et de convertir la dette ou le remboursement de la dette en investissements dans l'éducation. En utilisant ses ressources pour attirer des capitaux et en plaidant en faveur d'un alignement des financements sur les priorités nationales, le GPE a un impact qui va bien au-delà des fonds qu'il investit de manière directe.

Encadré 2 : Comment les financements du GPE renforcent le financement national de l'éducation

Pour encourager les réformes, des portions de l'allocation d'un financement de mise en œuvre du GPE, appelées « financements complémentaires », peuvent être déclenchées en atteignant des jalons sélectionnés par le pays et approuvés par le Conseil du GPE.

Au début de l'année 2025, 25 pays avaient au moins un déclencheur du financement complémentaire lié au financement national, mais la majorité d'entre eux accordaient la priorité à l'efficacité et à l'équité plutôt qu'au volume. Plus précisément, les gouvernements utilisent les déclencheurs du financement complémentaire du GPE pour soutenir des initiatives visant à augmenter le niveau des dépenses consacrées à l'éducation, améliorer la façon dont les financements sont alloués et mieux exploiter les dépenses et le personnel du secteur de l'éducation.

Les déclencheurs entraînent divers changements de politique, en tenant compte des divers risques et priorités. En Afrique de l'Est, les déclencheurs avaient pour objectif de réduire les déficits de financement, d'améliorer la gestion des enseignants et de promouvoir un financement plus équitable des écoles. En Afrique de l'Ouest, les déclencheurs se focalisaient sur la gestion des carrières des enseignants et leur affectation dans les zones qui en ont le plus besoin, afin de renforcer les systèmes de gestion financière et la prestation de services au niveau local. En dehors de l'Afrique, la priorité a été accordée aux stratégies financières viables, ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité et de l'équité par le biais de financements au niveau des écoles.

La **Tanzanie** a alloué 17 millions de dollars de la composante basée sur les résultats de son financement du GPE pour réviser son plan sectoriel de l'éducation, en l'ancrant dans des données solides, des projections



Le secteur privé soutient de plus en plus activement l'éducation dans les pays partenaires. Des fondations philanthropiques, telles que la **Fondation LEGO**, et des entreprises de renommée mondiale, comme **Google** et **Microsoft**, apportent leurs contributions aux côtés d'entreprises locales, comme c'est le cas au **Lesotho**.

Les pays partenaires ont utilisé les financements au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE pour obtenir un cofinancement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars de la part de 38 partenaires dans 21 pays en 2024, ce qui revient à un montant total de plus de 3,8 milliards de dollars de financements mobilisés par 64 partenaires dans 49 pays depuis 2021. Cela représente plus du double de l'objectif initial fixé pour le fonds à effet multiplicateur en 2024.

En juin 2024, le Conseil d'administration a décidé d'augmenter les fonds disponibles pour le fonds à effet multiplicateur de 42 millions de dollars supplémentaires, après avoir déjà augmenté le montant disponible de près de 195 millions de dollars pour atteindre un total de 950 millions de dollars six mois auparavant. Le GPE prévoit d'augmenter considérablement les ressources mises à la disposition du fonds à effet multiplicateur lors du prochain cycle de financement qui s'étend jusqu'en 2030, afin de répondre à la forte demande des pays partenaires pour ce type de financement et à l'intérêt qu'il suscite actuellement auprès des cofinanciers.

financières réalistes et des concertations à participation inclusive. Le processus a été mené par le pays et renforcé par un dialogue de haut niveau, et a abouti à un plan financièrement crédible et réaliste qui a permis de mieux aligner les besoins, les politiques et les ressources. En parallèle, le pays a institutionnalisé et mis en œuvre une politique nationale d'affectation des enseignants. Dans le cadre de cette politique, le pays a affecté près de 98 % des nouveaux enseignants du primaire aux écoles qui en ont le plus besoin. Cela a permis de réaliser des progrès remarquables pour aboutir à une planification de l'éducation et à une prestation de services éducatifs plus équitables et plus efficaces, en allouant les ressources aux écoles qui en ont le plus besoin et en atteignant un plus grand nombre d'enfants.

Au **Cameroun**, le GPE a travaillé avec le gouvernement sur un cadre de financement national qui couvrira les salaires de plus de 3 000 enseignants qui étaient auparavant payés par les parents. De même, une partie du financement pour la transformation du système accordé au **Tchad** servira à embaucher 500 enseignants communautaires en 2025.

Financer l'accès des filles à l'éducation

L'**Accélérateur de l'éducation des filles** a été conçu pour accélérer les progrès des filles dans les pays où elles sont le plus désavantagées, en complétant et en augmentant le financement d'autres financements du GPE. En juin 2024, le Conseil a accordé 45,4 millions de dollars supplémentaires à l'Accélérateur de l'éducation des filles, pour répondre à la forte demande des pays partenaires d'investir dans l'éducation des filles. Cette réaffectation a permis à cinq nouveaux pays partenaires de bénéficier de ce financement, à savoir : la **République centrafricaine**, l'**Érythrée**, la **Guinée**, le **Mozambique** et le **Soudan du Sud**.

Jusqu'à présent, 15 pays partenaires ont reçu un total de 245 millions de dollars de financement au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles, ce qui représente une avancée significative pour lutter contre les obstacles qui empêchent les filles d'accéder à l'éducation et d'achever leur scolarité. Au total, 133 000 filles devraient bénéficier de ce financement dans les pays partenaires du GPE. La République centrafricaine a achevé la phase d'élaboration et d'approbation de son programme, tandis que l'Érythrée, la Guinée, le Mozambique et le Soudan du Sud finalisent leur programme au moment de la rédaction du présent rapport. En République centrafricaine, ce financement permettra d'aider les filles à passer de l'école primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire, en octroyant des bourses scolaires, en distribuant des kits d'hygiène et en déployant une approche communautaire visant à maintenir les filles à l'école.

L'Accélérateur de l'éducation des filles montre l'intérêt de cumuler les investissements du secteur privé avec les financements du GPE et le financement public pour cibler les priorités en matière d'éducation. L'Accélérateur de l'éducation des filles a mobilisé 179,5 millions de dollars grâce aux contributions de l'**Allemagne**, de la **Fondation LEGO**, de l'**Irlande**, du **Danemark**, de la **Belgique**, de la **Fondation Harry Hole**, de **Dubai Cares**, de l'**Open Society Foundations** et du **GPE 1:1**.

Au **Zimbabwe**, les fonds de l'Accélérateur font avancer les priorités nationales en matière d'éducation qui visent à encourager les filles à poursuivre leur scolarité et à créer des environnements d'apprentissage sûrs. Un financement d'un montant de 12,4 millions de dollars géré par la Campagne pour l'éducation des femmes (CAMFED, *Campaign for Female Education*) permet à 8 300 filles des écoles primaires et secondaires d'achever leurs 12 années de scolarité. Ce financement leur permet également de bénéficier d'une aide financière pour les frais de scolarité, les fournitures scolaires et les uniformes, ainsi que de conseils sur les possibilités d'études post-secondaires. Jusqu'à présent, le programme a permis de former plus de 1 000 jeunes femmes en tant qu'éducatrices pour leurs pairs et devrait atteindre 194 000 filles dans tout le pays.

La capacité à mobiliser des financements complémentaires est particulièrement importante pour les pays qui doivent faire face aux conditions les plus difficiles, telles que l'instabilité, les catastrophes ou les conflits armés.

- En **Haïti**, un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE d'un montant de 19 millions de dollars approuvé en 2024 a permis de mobiliser un cofinancement supplémentaire de 57 millions de dollars de la part du **Programme alimentaire mondial**, de la **Banque interaméricaine de développement** et de la fondation **Education Above All**. Ces fonds serviront à réviser le programme scolaire et à distribuer des repas pour encourager 30 000 enfants à s'inscrire à l'école et à ne pas abandonner, à un moment où le pays souffre d'une grave insécurité alimentaire. Haïti a également pu

bénéficier d'un financement pour le renforcement des capacités du système d'un montant de 1,6 million de dollars, afin de jeter les fondations pour les investissements plus importants qui seront mobilisés par l'intermédiaire du fonds à effet multiplicateur.

- L'expérience de l'**Indonésie** avec le fonds à effet multiplicateur en 2024 a montré sa capacité à attirer et à augmenter des investissements importants. Le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce a versé 72 millions de dollars pour débloquer un financement au titre du fonds à effet multiplicateur de 25 millions de dollars, soit un total de 97 millions de dollars, afin de soutenir une réforme prioritaire visant à améliorer la qualité de l'apprentissage et l'enseignement des compétences fondamentales.
- L'approbation d'un nouveau financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE en faveur du **Viet Nam** a illustré la manière dont les pays utilisent à la fois les financements innovants du GPE et les partenariats pour remédier aux divers obstacles qui se recoupent et qui empêchent les enfants d'accéder à une éducation de qualité. Le Viet Nam a pour objectif d'améliorer l'éducation de la petite enfance pour les enfants issus de minorités ethniques et les enfants en situation de handicap qui avaient souvent des difficultés à apprendre efficacement dans un pays qui compte 90 langues et dialectes parlés. Le pays a obtenu un financement au titre du fonds à effet multiplicateur d'un montant de 2,6 millions de dollars en 2024, ce qui a permis de mobiliser un cofinancement de 2,6 millions de dollars de la **Nippon Foundation**, pour soutenir son programme « Accélérer l'éducation pour tous ».

Les représentants de la Nippon Foundation ont déclaré :

« Si nous concevions uniquement par nous-mêmes un projet de cette taille, il nous faudrait plus de 6 mois pour le mettre sur pied, mais cette collaboration avec le GPE en partenariat avec Save the Children et le ministère de l'Éducation et de la Formation a permis de le concevoir plus rapidement. »

GARANTIR LA CONTINUITÉ DE L'APPRENTISSAGE POUR LES ENFANTS

Sur les 90 pays partenaires du GPE, plus d'un tiers sont touchés par la fragilité et les conflits, qu'il s'agisse de catastrophes d'origine naturelle ou humaine, notamment celles provoquées par le changement climatique, ou du déplacement de millions de personnes qui cherchent à fuir la violence ou les troubles. Le GPE travaille en étroite collaboration avec les pays partenaires et les groupes humanitaires pour soutenir la reconstruction initiale et la transformation à plus long terme des systèmes éducatifs, en les rendant plus résistants aux futurs conflits et à la fragilité. Cette collaboration permet aux élèves de participer à des cours de rattrapage pour combler leurs lacunes d'apprentissage causées par une scolarité perturbée.

Alors que les phénomènes météorologiques extrêmes continuent de menacer sérieusement la continuité de l'apprentissage, 41 % des financements accordés dans le cadre du GPE 2025 ont soutenu des mesures visant à adapter les systèmes éducatifs pour qu'ils puissent gérer les phénomènes provoqués par le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes et y résister, en atténuant leurs effets sur la capacité des enfants à apprendre.

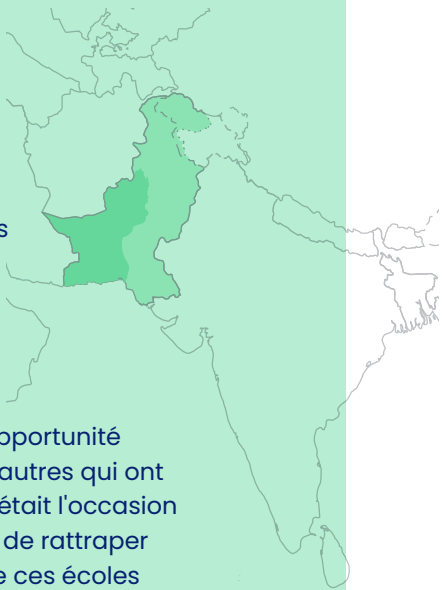
» Après le tremblement de terre qui a frappé la **Syrie** en 2023, le GPE, en concertation avec les partenaires de l'éducation, a accéléré le processus d'octroi de financements par l'intermédiaire de l'**UNICEF** et de **Save the Children**, afin de mettre en place des espaces d'apprentissage provisoires, réparer certaines écoles endommagées et apporter un soutien psychosocial aux enfants et aux enseignants. En 2024, on estime que 16 300 enfants ont pu poursuivre leur scolarité dans 61 centres d'apprentissage provisoires. Le GPE a également mobilisé 15 millions de dollars supplémentaires pour que l'enseignement puisse reprendre plus largement dans la zone touchée par le tremblement de terre.

Une intervention rapide pour faire face aux inondations au Baloutchistan permet de scolariser des milliers d'enfants

En 2021, le ministère de l'Éducation du gouvernement du **Baloutchistan** au **Pakistan** a initié la mise en œuvre du « Programme d'amélioration des acquis scolaires des élèves du Baloutchistan », qui est financé par le GPE et bénéficie de l'appui technique de l'**UNICEF**. L'objectif de ce programme quinquennal est d'améliorer les acquis scolaires des élèves et la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans la province, comme le prévoit le plan sectoriel de l'éducation du Baloutchistan pour 2020-2025.

Cependant, les inondations de 2022 ont gravement affecté la mise en œuvre du programme. La contribution du GPE a permis au gouvernement de réorienter une partie des fonds du programme vers des activités de riposte immédiate dans les districts du Baloutchistan touchés par les inondations. Cela a permis de réparer des infrastructures scolaires afin de les rendre propres et sûres pour des milliers d'enfants.

Peu après les inondations, 77 centres d'apprentissage provisoires ont été créés dans le cadre de ce programme dans les zones sinistrées de la province, au profit de près de 5 000 enfants. Pour eux, ces écoles provisoires ont constitué leur première opportunité d'accès à l'éducation. Pour d'autres qui ont abandonné l'école plus tôt, c'était l'occasion de reprendre leur scolarité et de rattraper leur retard. La construction de ces écoles provisoires a pour but de réduire les principaux obstacles à l'éducation des filles en construisant des installations sanitaires sensibles au genre, créant ainsi des environnements d'apprentissage sûrs, en particulier pour les filles.



Une réponse globale au changement climatique au Soudan du Sud

Afin de garder les écoles ouvertes pendant la saison des inondations, le ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction du **Soudan du Sud** a utilisé 10 millions de dollars de financement accéléré du GPE pour construire 22 écoles résistantes aux inondations et renforcer la résilience des communautés grâce à des systèmes d'alerte précoce, à une meilleure préparation et à une meilleure planification des interventions. Géré par **Save the Children** en tant qu'agent partenaire, le GPE a fourni ses fonds en tant que cofinancement du programme pluriannuel de résilience de **L'Éducation sans délai**, ce qui a permis d'accroître le nombre d'enfants scolarisés malgré les défis posés par les inondations saisonnières.

Afin de renforcer sa capacité à intégrer l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale dans l'éducation, le Soudan du Sud bénéficie d'un appui technique de l'Initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat lancée par le GPE, **Save the Children**, l'**UNESCO** et l'**Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IPE-UNESCO)**. Ce soutien sera complété par une aide supplémentaire de 16 millions de dollars

prévue pour 2025 dans le cadre de l'initiative **BRACE (Building the Climate Resilience of Children and Communities through the Education Sector)**, un mécanisme de financement lancé conjointement par le GPE (4 millions de dollars), le **Fonds vert pour le climat** (12 millions de dollars) et **Save the Children**.

Comme au Soudan du Sud, le GPE s'efforce d'aider les pays à bâtir des systèmes résilients capables de résister aux crises, notamment aux effets du changement climatique. La part des financements de mise en œuvre du GPE qui soutiennent des mesures d'adaptation pour les systèmes éducatifs résistants au changement climatique est passée de 23 % en juin 2020 à 41 % en juin 2024.



Des élèves rentrent chez elles après leurs cours à l'école primaire de Mongbondo, dans la province de Yambio, au Soudan du Sud.
GPE/Jok Solomon

« **Le plus grand obstacle à l'égalité dans l'éducation dans mon pays est le manque de financement alloué à l'éducation en raison du conflit qui sévit actuellement et de l'instabilité politique. Ces problèmes ont perturbé le système éducatif et empêché un grand nombre d'enfants et de jeunes d'accéder aux écoles et aux possibilités d'apprentissage.** »

- Su Myat Noe, jeune leader du GPE au Myanmar



Garantir la continuité de l'éducation en Ukraine

L'**Ukraine** compte environ 5 millions d'enfants d'âge scolaire, et pour la plupart d'entre eux, les trois années de conflit ont provoqué de l'anxiété, du stress, de la tristesse et de la fatigue. En réponse, le gouvernement s'efforce de faire en sorte que le système éducatif puisse jouer un rôle de premier plan pour apaiser leur détresse et leur redonner espoir.

En 2024, 244 écoles des régions d'Odessa et de Jytomyr touchées par la guerre ont participé à un programme de formation destiné à améliorer la sécurité scolaire, la santé mentale, le soutien psychosocial, ainsi que l'apprentissage social et émotionnel. Des équipes composées d'enseignants, de chefs d'établissement, de psychologues scolaires, de surveillants et de parents ou responsables d'enfants issus de toutes les écoles des deux régions ont bénéficié de cinq jours de formation en ligne, suivis d'une journée de formation pratique en présentiel avec des exercices de simulation. Tous les 7 400 enseignants des deux régions ont participé à la formation, ce qui a en fin de compte profité à 38 000 élèves.



Ivan Radchenko, élève de 7^e année, pose devant les couloirs du lycée détruit de Snihurivka, où il a étudié à Snihurivka, dans la région de Mykolaiv, en Ukraine.
GPE/Oleksandr Techynskyi/AP

La formation ne représente que l'une des composantes des différentes activités entreprises par l'**UNESCO** avec le gouvernement. Celle-ci a pu être dispensée grâce à un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE d'un montant de 25,5 millions de dollars, assorti d'un investissement de contrepartie et de contributions en nature d'un montant de 25,5 millions de dollars de la part de **Google**, de **Microsoft Corporation** et de l'UNESCO elle-même.

Ce soutien a permis au ministère de l'Éducation ukrainien de déployer rapidement ces initiatives efficaces dans l'ensemble du pays. Le programme de formation dans le domaine de la sécurité scolaire et le soutien psychosocial a déjà été mis à la disposition de toutes les écoles en Ukraine, et plus de 61 000 enseignants (soit 20 %) se sont inscrits à la formation en ligne peu après la fin de l'essai à Odessa et Jytomyr.

En parallèle, le GPE, Google et Microsoft ont travaillé avec l'**UNICEF** et le gouvernement pour s'assurer que les enfants puissent continuer à apprendre dans 39 centres d'apprentissage numérique et combler les lacunes dues à la destruction ou à l'endommagement de 1 882 écoles, soit 15 % des établissements d'enseignement primaire et secondaire du pays.

Apprendre au milieu d'un conflit reste une expérience éprouvante pour un grand nombre d'enfants, mais ces programmes visent à maintenir l'accès des enfants à l'éducation et à préserver leur bien-être mental jusqu'au jour où ils pourront retrouver leurs salles de classe et leurs enseignants. Le ministère de l'Éducation ukrainien a également collaboré avec l'UNICEF pour élaborer des directives relatives aux interventions de remise à niveau, afin de garantir une reprise coordonnée de l'apprentissage dans l'ensemble du pays.

Maintenir les écoles ouvertes malgré la crise au Soudan

Le conflit qui a éclaté au **Soudan** en 2023 a provoqué l'une des plus grandes crises de déplacements d'enfants au monde, dès lors qu'environ 4,6 millions d'enfants ont été forcés de fuir vers d'autres régions du Soudan ou à l'étranger. Les écoles du pays ont été détruites ou transformées en abris pour les personnes déplacées, compromettant ainsi le droit des enfants à l'éducation.

Un financement du GPE d'un montant de 10 millions de dollars, géré par l'**UNICEF**, a permis de créer 365 espaces d'apprentissage sûrs et de faciliter la réouverture de 181 écoles pour les enfants touchés par la crise au Soudan. Le programme distribue des kits de dignité aux adolescentes pour leur permettre

de rester à l'école et de continuer à apprendre en toute sécurité, de s'engager activement dans les communautés par le biais de clubs d'enfants dirigés par des adolescents, et d'avoir accès à un soutien psychosocial. Les enseignants ont été formés aux risques d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels et à la manière de répondre aux cas de violence fondée sur le genre. Par ailleurs, le financement soutient la création de plus de 100 centres d'apprentissage en ligne.

Les campagnes de retour à l'école ont également mobilisé les communautés en les sensibilisant à l'importance de l'éducation et en encourageant les familles à scolariser leurs enfants.



Rumana, une mère de 26 ans, étudie avec une camarade de sa classe de 7^e année au Soudan. Rumana est retournée à l'école pour apprendre à lire et à écrire afin de pouvoir aider ses enfants dans leur scolarité.
GPE/Kelley Lynch

« De nombreux enfants en situation de handicap n'ont pas accès aux ressources dont ils ont besoin pour réussir à l'école, telles que les technologies d'assistance, les évaluations, les thérapies et l'enseignement spécialisé. En investissant dans les ressources destinées aux enfants ayant des besoins particuliers, nous pouvons faire en sorte que tous les enfants aient la possibilité de réaliser leur plein potentiel et de s'épanouir. »

– Memory Tapela Banda, jeune leader du GPE en Zambie



Ne laisser aucun enfant de côté

Pour garantir le droit fondamental à une éducation de qualité à chaque enfant, les pays ont besoin de systèmes éducatifs capables d'accepter les enfants tels qu'ils sont, en leur permettant de franchir tous les obstacles qui s'entrecroisent pour la plupart et les empêchent d'apprendre.

Grâce à son large éventail d'activités, de financements et d'initiatives d'appui technique, le GPE veille à ce que les pays partenaires puissent créer des systèmes éducatifs véritablement inclusifs et capables de lutter contre les inégalités et les injustices qui s'enchevêtrent et qui empêchent tant d'enfants d'apprendre.

Sur les 119 financements en cours durant l'exercice 2024, 87 % prévoyaient au moins une activité visant à promouvoir l'égalité des genres. Grâce à l'Accélérateur de l'éducation des filles, le guichet de financement du GPE destiné à accélérer les progrès en matière d'éducation des filles dans les régions qui en ont le plus besoin, 15 pays partenaires ont bénéficié jusqu'à présent d'un total de 245 millions de dollars de financement au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles, ce qui représente une avancée significative pour lutter contre les multiples obstacles qui empêchent les filles d'accéder à l'éducation et d'achever leur scolarité.

Depuis 2021, 109 financements d'un montant total de 138 millions de dollars se sont efforcés d'améliorer l'apprentissage des enfants en situation de handicap.

- Pour améliorer l'expérience d'apprentissage des enfants en situation de handicap, la **Moldova** a mobilisé un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE de 4,7 millions de dollars, qui a été complété par un cofinancement de 18 millions de dollars de la part d'autres bailleurs de fonds. Ce financement a servi à acheter des centaines d'appareils d'assistance pour les enfants malvoyants et malentendants, notamment des machines à écrire en braille, des loupes vidéo, des logiciels lecteurs d'écran et des claviers adaptés. Ce nombre devrait doubler d'ici mi-2025.
- Au **Guyana**, un financement pour la transformation du système d'un montant de 5 millions de dollars, géré par la **Banque interaméricaine de développement**, a été utilisé pour renforcer le leadership pédagogique au niveau des districts et des écoles en vue de favoriser un apprentissage plus inclusif.

Une éducation qui répond aux besoins de chaque enfant au Tchad



Pour que chaque enfant puisse accéder à une éducation de qualité, il convient de prendre en considération les différents types d'inégalités qui existent et les façons dont elles peuvent s'enchevêtrer, que ce soit pour un seul individu ou pour tout un groupe d'individus, et renforcer ainsi l'exclusion. Au **Tchad**, les enfants qui souffrent de handicaps physiques, de troubles d'apprentissage ou de problèmes de santé mentale doivent souvent faire face à de nombreux obstacles qui les empêchent d'accéder à l'éducation et de participer aux cours.

Même s'il était déterminé à améliorer l'apprentissage de ces enfants, le gouvernement était confronté à des restrictions budgétaires et ne disposait pas des connaissances requises pour répondre au mieux aux différents besoins d'apprentissage des enfants jusqu'à ce qu'il mette en œuvre le « Projet d'urgence de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation au Tchad », grâce à un financement de 10 millions de dollars du GPE et au soutien de l'organisation non gouvernementale **Association pour la coopération internationale et l'aide humanitaire (ALISEI)**. En ciblant quatre régions dans un premier temps, ce projet a recueilli des données dans 28 écoles qui ont permis d'identifier 445 élèves (dont 189 filles) souffrant de déficiences visuelles et auditives, de troubles du développement ou de traumatismes psychologiques.

Gérés par l'**UNESCO**, les fonds du GPE ont été utilisés par le ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion civique et par l'ALISEI pour former plus de 150 enseignants aux méthodes d'éducation inclusive et pour dispenser une formation dans le domaine du soutien psychosocial à 60 autres participants issus de diverses associations locales qui travaillent avec des enfants en situation de handicap.

« Le projet d'éducation inclusive a soutenu d'une part, la formation des enseignants sur les techniques et les bonnes pratiques d'inclusion des élèves en situation de handicap et d'autre part, la formation des inspecteurs aux techniques de suivi de l'enseignement inclusif par le biais d'observations en classe. »

- Ngamtebaye Ndingan-Yadjji, inspecteur départemental de l'éducation nationale de la Grande Sido, dans la région du Moyen-Chari. Sido, Moyen Chari region

L'intégration des enfants en situation de handicap au Vanuatu



Au cours de l'année 2024, le **Vanuatu** a mené une initiative d'éducation inclusive qui a permis de former les enseignants et les chefs d'établissement au dépistage des handicaps chez les élèves, d'élaborer des plans d'enseignement individualisés pour les enfants nécessitant davantage de soutien en classe, et d'orienter les élèves qui vivent avec un handicap vers des services spécialisés et des dispositifs d'assistance. Près de 4 600 enfants en situation de handicap bénéficient de services d'éducation inclusive. Le GPE a approuvé un financement pour la transformation du système d'un montant de 2,5 millions de dollars, géré par **Save the Children Australia**, pour soutenir la réforme de l'éducation au Vanuatu. Ces progrès reflètent la réforme prioritaire du pays identifiée dans son pacte de partenariat, qui vise à améliorer les connaissances et les compétences des enseignants et des chefs d'établissement dans l'ensemble du pays, en reconnaissant qu'ils jouent un rôle essentiel pour améliorer les taux d'alphabétisation des enfants.

Un élève de l'école primaire lève la main en classe à l'école Freswota au Vanuatu.

GPE/Arlene Bax

Réformer l'éducation de la petite enfance au Salvador



El Salvador déploie le modèle d'éducation de la petite enfance développé au niveau local « Grandir ensemble » (*Crecer Juntos*) dans l'ensemble du pays, en s'appuyant sur une approche fondée sur des données probantes pour identifier les tremplins ou les obstacles à la réussite. Le pays a élaboré un pacte de partenariat qui expose en détails ses projets de réforme et les rôles de chaque partie prenante, notamment les différents ministères, le **bureau de la première dame**, la **Banque mondiale**, la **Banque interaméricaine de développement** et la **Banque d'Amérique centrale**. Cela a facilité leur mise en œuvre grâce à un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE d'un montant de 10 millions de dollars, et un financement supplémentaire d'un montant de 5 millions de dollars au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles, avec un cofinancement de la Banque mondiale.

En tant que membre du pôle régional d'Amérique latine et des Caraïbes du KIX, El Salvador a été en mesure d'élaborer son programme en s'appuyant sur des informations essentielles recueillies lors de la visite d'une délégation au Chili, un pays qui dispose de cadres bien établis pour l'éducation des jeunes enfants. Les fonctionnaires chiliens ont partagé leurs expériences dans des domaines tels que l'assurance qualité, les approches soucieuses d'équité entre les genres et la collaboration intersectorielle efficace, ce qui a permis au Salvador d'orienter la planification de l'apprentissage préscolaire dans le cadre de sa réforme « *Mi Nueva Escuela* » (« Ma nouvelle école »).

Des enseignantes auxiliaires, des responsables d'enfants et des jeunes élèves participent à un cours d'éducation de la petite enfance au Salvador.

GPE/Julio Roberto

Établir un partenariat dans un contexte de fragilité et de conflit en République démocratique du Congo

Les systèmes éducatifs qui dispensent une éducation complète, inclusive et de qualité favorisent la compréhension, la stabilité sociale et la coexistence pacifique, comme le démontre une étude publiée par le GPE au début de l'année 2024. Par ailleurs, la reconstruction des systèmes éducatifs après les crises permet de redonner espoir et de favoriser la responsabilisation du gouvernement. Celle-ci atténue également les risques de nouveau conflit en enseignant l'esprit critique, en encourageant un dialogue ouvert et en créant des possibilités de croissance économique.

Entre 2002 et 2024, les pays partenaires du GPE ont réussi à scolariser 106 millions d'enfants supplémentaires, malgré les situations de fragilité ou de conflits, grâce à un financement de 857 millions de dollars au cours de cette période visant à atténuer les effets de nombreuses crises sur l'éducation.

Le GPE travaille en coordination avec plusieurs agences humanitaires au fur et à mesure que les pays s'efforcent de stabiliser et de renforcer leurs systèmes éducatifs. En 2024, le GPE a accueilli **L'Éducation sans délai** (ECW, de l'anglais *Education Cannot Wait*) dans le groupe constitutif des organisations multilatérales au sein du partenariat, et a mis en avant la relation étroite et complémentaire qui existe entre les deux organisations.

Le travail du GPE avec les gouvernements des pays partenaires pour renforcer les systèmes éducatifs avant et après les périodes de crise vient compléter le travail de L'Éducation sans délai qui consiste à financer des interventions d'urgence rapides et pluriannuelles en faveur de l'éducation par le biais de mécanismes de coordination humanitaire. Les deux fonds ont pour but ultime d'améliorer la participation et les résultats d'apprentissage

holistiques de leurs bénéficiaires respectifs.

L'Éducation sans délai se concentre exclusivement sur les enfants et les adolescents touchés par les crises, tandis que le GPE répond à leurs besoins dans le cadre de ses objectifs plus larges qui aspirent à soutenir les systèmes éducatifs pendant et après les crises.

Par exemple, les crises qui sévissent dans les pays voisins ont contraint plus d'un demi-million de réfugiés et de demandeurs d'asile à se réfugier en **République démocratique du Congo**. L'Éducation sans délai et le GPE travaillent en étroite collaboration pour garantir que les enfants continuent à apprendre en toute sécurité, en combinant une double approche humanitaire et éducative. La subvention de première réponse en situation d'urgence de L'Éducation sans délai et une composante du financement pour la transformation du système du GPE sont alignées pour soutenir les provinces les plus sévèrement touchées avec des espaces d'apprentissage provisoires, la formation des enseignants, ainsi que la prévention et la riposte à la violence fondée sur le genre.

Le GPE aide également à élaborer une stratégie nationale d'éducation dans les situations d'urgence alignée sur le plan sectoriel de l'éducation du pays, ainsi qu'un programme d'apprentissage accéléré pour les enfants qui ont abandonné l'école, afin qu'ils puissent réintégrer le système d'éducation classique. L'étroite collaboration entre L'Éducation sans délai et le GPE en République démocratique du Congo devrait se poursuivre en 2025 dans le cadre du programme pluriannuel de résilience de L'Éducation sans délai.



L'enseignante Amunazo Belinda donne un cours de langue à l'école de Manua près de Kindu, dans la province du Maniema, en République démocratique du Congo.

GPE/Elvix Kwanu

Le GPE et ECW convergent dans les contextes de fragilité et de crises prolongées, en soutenant une continuité entre les programmes humanitaires et de développement et en accélérant les progrès vers la réalisation de l'ODD 4 sur l'éducation pour tous.

ECW

Soutient l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées

Exécute le financement directement

Axé sur l'humanitaire avec un financement rapide, adapté aux crises et flexible

Engagement et perspectives à court terme

Assure le lien entre l'humanitaire et le développement, à partir de l'extrémité « urgence » du spectre



GPE

Transforme les systèmes éducatifs dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Agit par l'intermédiaire des gouvernements

Perspective de développement et financement accéléré pour répondre à la situation de crise

Engagement et perspectives à long terme

Assure le lien entre l'humanitaire et le développement, à partir de l'extrémité « développement » du spectre.

Accélérer la réforme de l'éducation grâce au plan stratégique GPE 2030

En s'appuyant sur les progrès réalisés pour mieux soutenir les régions qui en ont le plus besoin dans le cadre du plan stratégique GPE 2025, le GPE lancera sa cinquième campagne de reconstitution des ressources en 2025, afin d'accélérer les efforts déployés dans le cadre du GPE 2030. La campagne de financement s'articulera autour des quatre objectifs suivants : mobiliser des financements pour le Fonds du GPE ; diversifier les bailleurs de fonds ; mobiliser des cofinancements ; et obtenir des engagements en matière de financement national dans les pays partenaires.



3. Les partenariats au cœur de la transformation du système

Une vision globale des enjeux et des réformes éventuelles, une action continue et des investissements importants sont essentiels pour transformer les systèmes éducatifs. À tous les niveaux du secteur de l'éducation, l'approche du GPE consiste à identifier et à mobiliser les acteurs qui peuvent jouer un rôle pour faire avancer les réformes des pays partenaires.

Nouveaux partenaires et nouvelles annonces de contribution

Dans un monde en constante évolution, l'un des principaux atouts du GPE est l'ampleur de son partenariat. Chaque membre apporte une expertise et des connaissances uniques qui peuvent être exploitées pour accélérer les progrès accomplis dans le monde en vue d'atteindre l'objectif de développement durable n° 4. En 2024, la **Jordanie**, le **Liban** et l'**Arabie saoudite** ont rejoint le partenariat, élargissant à nouveau le nombre de pays membres issus du Moyen-Orient et du golfe Persique.

L'année dernière, certains bailleurs de fonds ont également augmenté leurs annonces de contribution, comme l'**Espagne** (5 millions d'euros) et le **Japon** (près de 5,5 millions de dollars). Une partie de la contribution du Japon, soit 3 millions de dollars, permettra d'aider les enfants du **Mozambique** à retourner à l'école dans le cadre des efforts de reconstruction après les graves cyclones qui ont frappé le pays en 2019, et d'accroître la résilience de l'éducation face au changement climatique en Afrique subsaharienne.

En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) de septembre, les autorités espagnoles ont annoncé qu'elles verseraient 20 millions d'euros au GPE sur la période 2024-2025, ce qui porterait sa contribution totale entre 2021 et 2025 à 25 millions d'euros. Sur ce financement, 3 millions d'euros seront

alloués à l'Accélérateur de l'éducation des filles du GPE et 5 millions d'euros serviront à soutenir les activités du GPE en Cisjordanie et à Gaza.

L'**Irlande**, la **Norvège**, l'**Allemagne** et le **Royaume-Uni** se sont également engagés à verser des fonds en 2024 au sous-compte du Fonds du GPE pour la **Cisjordanie et Gaza**, tandis que le cofinancement d'une fondation privée a permis de débloquer un fonds à effet multiplicateur de 5 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents en matière d'éducation en Cisjordanie et à Gaza. Les efforts se poursuivent pour obtenir un cofinancement supplémentaire afin de débloquer 10 millions de dollars supplémentaires.

Créer les conditions favorables à une réforme durable de l'éducation

Au niveau des pays

Les gouvernements des pays partenaires aident le GPE et les autres partenaires à identifier une réforme prioritaire qui a le potentiel de favoriser la transformation du système, en se concentrant particulièrement sur les interventions nécessaires pour mettre en œuvre cette réforme prioritaire de manière durable et à grande échelle. Des partenariats solides qui fournissent un appui efficace constituent les moteurs de ce changement durable.

Chaque pays définit les mesures qu'il prendra, telles que l'augmentation du financement national alloué à l'éducation, le renforcement des capacités en matière de données, ou le recrutement et la formation d'un plus grand nombre d'enseignants. Le GPE mobilise des partenariats et des financements pour soutenir la réforme prioritaire, en apportant son soutien par le biais des systèmes nationaux qui garantissent l'efficacité et le ciblage. Dans tous les aspects de son travail, le GPE veille rigoureusement à ce que personne ne soit laissé pour compte au cours de la transformation du système.

« Transformer l'éducation signifie investir dans la formation et le développement continus des enseignants afin qu'ils améliorent leurs compétences et s'adaptent aux nouvelles pratiques pédagogiques. Cela implique également d'intégrer la durabilité et la responsabilité environnementale dans les programmes scolaires afin de susciter un sentiment de responsabilité envers la planète. »

– Seme Luete Cons Lomoro, jeune leader du GPE au Soudan du Sud.



Le pacte de partenariat, qui constitue le pilier de cette approche, adapte et aligne le financement du GPE sur les plans sectoriels de l'éducation tout en s'efforçant d'éliminer les obstacles au changement dans un domaine en particulier, ce qui permet d'accélérer la transformation du système.

Le GPE travaille en étroite collaboration avec les pays partenaires pour recueillir les contributions des diverses parties prenantes clés, telles que les organisations d'enseignants, les organisations de la société civile et le monde des entreprises, en déployant l'expertise nationale, régionale et mondiale tout en favorisant la sensibilisation et le soutien au niveau local.

Les enseignants jouent un rôle essentiel pour mener à bien les réformes de l'éducation, mais ces derniers doivent également participer activement à l'élaboration de ces réformes dès le départ. Lors du Congrès mondial de l'Internationale de l'éducation en juillet 2024, les représentants ont exhorté les participants à investir dans les enseignants, afin de s'assurer que leurs voix soient entendues dans le dialogue sur les politiques éducatives et les principales instances de décision. Tous les représentants des enseignants de l'ensemble du partenariat que Laura Frigenti, directrice générale du GPE, a rencontrés ont rappelé qu'il était important d'investir dans la formation, le bien-être, la protection sociale et le développement professionnel des enseignants pour pouvoir remédier ensemble aux inégalités d'apprentissage

des enfants et mieux les préparer pour réussir dans la société moderne.

► Le **Nepal** a sollicité un financement pour la transformation du système d'un montant de 20 millions de dollars, afin de faire avancer sa réforme prioritaire qui vise à améliorer la qualité de l'enseignement. Le financement du GPE a permis de déployer un programme de mentorat des enseignants dans 50 municipalités et de garantir la mise en place de normes minimales pour les centres d'éducation et de développement de la petite enfance. Ces normes servent de fondement pour favoriser de bons résultats scolaires et des environnements propices à l'apprentissage grâce à des enseignants qualifiés, des salles de classe bien aménagées, du matériel pédagogique de meilleure qualité, ainsi que des installations sanitaires adaptées aux enfants.

En 2024, le GPE a également élargi les initiatives d'appui technique ciblées, afin de mieux aider les pays partenaires à renforcer leurs capacités à remédier aux obstacles qui ne sont pas liés à l'éducation mais qui peuvent empêcher les enfants d'aller à l'école et nuire à leur apprentissage, tels que les effets du changement climatique, ainsi que la santé, la nutrition et la violence en milieu scolaire. Le Conseil d'administration a également confirmé l'octroi de 13 millions de dollars en faveur des initiatives d'appui technique du GPE qui tirent parti de la vaste expertise du partenariat et contribuent à renforcer la capacité des pays à transformer leur système éducatif.

L'initiative d'appui technique pour la technologie au service de l'éducation (Tech4Ed)

En octobre 2024, le GPE et l'UNICEF ont lancé l'**initiative Tech4Ed** au **Ghana** et au **Tadjikistan** afin d'étudier comment la technologie peut être plus largement utilisée pour améliorer l'éducation, comme indiqué dans les pactes de partenariat des pays et au-delà. L'initiative prévoit d'effectuer une évaluation plus approfondie de l'emploi de la technologie et de ses possibilités d'intégration dans les plans stratégiques et opérationnels du secteur de l'éducation. L'appui technique, en partenariat avec le **EdTech Hub**, visera également à renforcer la gouvernance de la transformation numérique du système éducatif en vue d'améliorer les résultats d'apprentissage.

L'apprentissage fondé sur des données probantes et l'échange entre pairs sont des piliers fondamentaux de l'approche Tech4Ed (technologie au service de l'éducation), qui repose particulièrement sur une coordination étroite avec un grand nombre d'acteurs différents issus du secteur de l'éducation et d'autres secteurs. Il s'agit notamment des ministères ou des services chargés des technologies de l'information et de la communication, des agences de développement, des enseignants, du secteur privé et des organisations à but non lucratif actives dans le domaine de la technologie au service de l'éducation.

L'initiative Tech4Ed a été mise en avant dans la publication « Six piliers pour la transformation numérique de l'éducation », un cadre commun pour l'adoption de la technologie comme moyen d'accélérer les progrès dans le domaine de l'éducation. Ce cadre a été élaboré par l'**UNESCO**, l'**UNICEF**, l'**Union internationale des télécommunications**, le GPE et d'autres partenaires des secteurs privé et public au sein de la **Collaboration en matière de transformation numérique** (*Digital Transformation Collaborative*).



Former 12 500 enseignants en Sierra Leone

La plupart des enseignants du primaire en **Sierra Leone** n'ont pas eu l'occasion de se former ni d'acquérir les compétences nécessaires pour dispenser leurs cours de manière efficace, ce qui rend difficile l'enseignement du calcul aux élèves du premier cycle de l'école primaire. Le pays disposait déjà d'alliances solides dans le secteur de l'éducation et les discussions qui ont abouti à son pacte de partenariat ont permis à ce groupe de s'asseoir à la table des négociations avec le gouvernement pour se concentrer sur une seule réforme visant à renforcer l'apprentissage fondamental.

Le bureau de l'**UNICEF Sierra Leone** et le GPE ont aidé le ministère de l'Éducation de base et secondaire du deuxième cycle, le ministère de l'Enseignement technique et supérieur, et la Commission de l'enseignement (*TSC, Teaching Service Commission*) à organiser une formation d'une semaine destinée à plus de 12 500 enseignants de la première année de l'enseignement primaire, responsables de l'assurance qualité des écoles et responsables de district dans chaque district du pays, pour leur apprendre à dispenser et à animer efficacement des cours de calcul pour les jeunes enfants. La formation des enseignants couvrira également des pratiques visant à aider les élèves les plus marginalisés, à accroître la sécurité des enfants et à réduire les violences sexuelles et sexistes.

Par ailleurs, le programme du GPE qui vise à « mettre en place les fondements de l'apprentissage pour tous » permet de former des enseignants au niveau national et d'élaborer du matériel pour apprendre le calcul en première année de scolarité. Ce programme, qui s'étend de 2023 à 2027, est soutenu par un financement du GPE pour le renforcement des capacités du système d'un montant de 2,6 millions de dollars, un financement du GPE pour la transformation du système d'un montant de 22,5 millions de dollars, ainsi qu'un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE d'un montant de 15 millions de dollars, lequel a été déclenché par une contribution de 10 millions de dollars de la **Fondation LEGO** et de 5 millions de dollars de la fondation **Education Above All**. Le programme, qui s'appuie sur une politique d'inclusion radicale, vise à garantir que tous les enfants, notamment les plus défavorisés et marginalisés, acquièrent les compétences fondamentales, de l'enseignement préscolaire à la quatrième année de scolarité.



Une enseignante et son élève à l'école primaire KDEC, à Masuri en Sierra Leone.
GPE/Ludovica Pelliccioli

Engager la société civile grâce à L'Éducation à voix haute

Géré par **Oxfam Danemark** et financé par le GPE, **L'Éducation à voix haute** est le plus grand fonds de plaidoyer pour l'éducation au monde, doté d'un financement total de 133 millions de dollars. En alliant solidité financière, priorité à l'apprentissage et sa capacité à rassembler un grand nombre de partenaires différents, L'Éducation à voix haute a continué à promouvoir la participation de la société civile au dialogue sectoriel et à la planification de l'éducation tout au long de l'année 2024.

L'année dernière, les bénéficiaires ont de plus en plus eu recours à la technologie pour encourager la participation des communautés en renforçant leur engagement et leur contribution aux politiques. Les organisations soutenues par L'Éducation à voix haute ont utilisé des outils tels que des applications mobiles de base, des plateformes d'analyse de données complexes, la production participative en ligne et le géoréférencement pour combler le fossé entre les gouvernements et les citoyens, en particulier les plus marginalisés, dans les pays partenaires du GPE.

Au **Bénin**, L'Éducation à voix haute a soutenu l'**ONG DEDRA** et **Social Watch Bénin** pour créer une plateforme en ligne en vue de fournir des informations en temps réel sur le niveau général de satisfaction des bénéficiaires des services publics, notamment l'éducation, et de permettre aux acteurs politiques de s'adapter en conséquence. La formation financée par L'Éducation à voix haute et dispensée par l'**Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO** a également fourni aux organisations de la société civile de meilleures connaissances et des outils pour plaider en faveur d'un meilleur financement de l'éducation, s'assurer que les politiques éducatives sont inclusives et efficaces, et demander des comptes aux gouvernements.

Depuis 2021, les organisations de la société civile qui bénéficient du financement de L'Éducation à voix haute ont réussi à influencer la planification de l'éducation, le dialogue politique ou le suivi dans 48 pays, dépassant ainsi l'objectif prévu pour 2024 de 37. Onze nouveaux pays ont rejoint L'Éducation à voix haute en 2024 à savoir : la **Bolivie**, le **Cabo Verde**, le **Cameroun**, la **République d'Égypte**, l'**Éthiopie**, **Haïti**, l'**Indonésie**, le **Niger**, l'**Ouganda**, le **Sénégal** et le **Vanuatu**. L'Éducation à voix haute compte désormais 60 pays membres au total.

En 2024, **Oxfam Danemark** a commencé à mesurer le niveau d'intégration de la notion de genre dans les changements politiques influencés par les financements de L'Éducation à voix haute. Sur les 52 changements politiques enregistrés dans ces 48 pays, 27 ont été classés comme « élevés » en termes d'intégration de la notion de genre, 16 comme « moyens » et seulement sept comme « faibles ».

Un examen détaillé et indépendant mené par le **Centre international de recherche et de formation des ONG (INTRAC)** en 2024 a confirmé la pertinence et la valeur de L'Éducation à voix haute pour faire avancer le plaidoyer en faveur de la société civile et renforcer la politique et la responsabilité en matière d'éducation. Les conclusions de l'examen initial publiées en octobre 2024 indiquent que L'Éducation à voix haute est un atout stratégique et programmatique solide pour les activités du GPE visant à promouvoir l'engagement et à soutenir une éducation inclusive de qualité en aidant les réseaux et les acteurs de la société civile.



LE LEADERSHIP DES JEUNES

Le GPE offre une plateforme et un soutien aux jeunes pour qu'ils partagent leurs points de vue, leurs expériences et leurs ambitions en matière de transformation de l'éducation aux niveaux mondial, régional et national. Les jeunes leaders du GPE ont une expérience personnelle des systèmes éducatifs dans les pays partenaires, ce qui les encourage à militer pour un apprentissage inclusif, sûr et dépourvu de toute forme de violence.

En 2024, les jeunes leaders du GPE issus de pays aussi divers que la Suède, le Zimbabwe et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont participé à 36 événements en présentiel et virtuels, pour démontrer leurs compétences en matière de plaidoyer et partager leur passion pour l'éducation. Il s'agissait notamment

de l'AGNU, de la COP29, du Sommet virtuel mondial des jeunes et des éducateurs de *Special Olympics*, du Forum de la jeunesse du Conseil économique et social (ECOSOC) et de la réunion du Conseil d'administration du GPE de juin 2024.

L'un des temps forts de l'année a été le quatrième festival annuel « *Futures Festival* » du GPE, dirigé par des jeunes et portant sur l'éducation comme moyen d'acquérir des compétences favorables à l'autonomisation, notamment des enfants en situation de handicap. L'événement a attiré d'éminents responsables et défenseurs de l'éducation, dont Belio Kipsang, secrétaire principal du département d'État pour l'éducation de base au sein du ministère de l'Éducation du Kenya, et Laura Frigenti, directrice générale du GPE.



Qais Khan (à gauche) du Royaume-Uni et Tendai Kunyelesa (à droite) du Zimbabwe, au Forum de la jeunesse du Conseil économique et social (ECOSOC) avec Felipe Paullier (au centre), Sous-Secrétaire général aux affaires de la jeunesse des Nations Unies.
GPE/Timo Diers

Au début de l'année, Ayesha Sidikka, jeune leader du GPE, a partagé ses expériences lors du dialogue de Wilton Park portant sur l'éradication de la violence dans et par l'éducation :

« *L'éducation permet de lutter contre les normes sociales, les normes de genre, les comportements et les stéréotypes discriminatoires qui sont à l'origine de la violence. Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où chaque enfant peut vivre en sécurité et où la violence n'a pas sa place.* »



« *Le financement de l'éducation devrait toujours constituer une priorité pour les dirigeants du monde entier, car c'est la pierre angulaire du développement durable, de la croissance économique et de la stabilité sociale. L'éducation permet aux individus d'acquérir des compétences essentielles, favorise l'innovation et promeut la stabilité sociale. Elle permet de relever des défis mondiaux tels que le changement climatique et de garantir l'égalité entre les genres. L'éducation est un investissement dans un avenir plus équitable, pacifique et prospère pour tous.* »

- Ngimou Victorine Nchokuno, jeune leader du GPE au Cameroun.



Ngimou Victorine Nchokuno, jeune leader du GPE au Cameroun, s'exprime lors de la COP29 à Bakou, en Azerbaïdjan.
GPE/Timo Diers

Répondez à l'appel des jeunes pour financer l'éducation :



« L'avenir nous appelle ». María José Carranza Padilla, jeune leader du GPE au Guatemala, fait la promotion de la campagne « Répondez à l'appel » pour financer l'éducation à l'occasion de la 79^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies au siège des Nations Unies à New York, États-Unis.
GPE/Timo Diers

À travers les régions

Le GPE a activement soutenu les activités de l'Union africaine dans le cadre de son « Année de l'éducation » en 2024.

Consultez ici le document intitulé « Former les africains pour affronter le 21^e siècle » qui a été produit en collaboration avec le GPE, la Banque africaine de développement, l'UNESCO, l'UNICEF et l'Union africaine en amont du 37^e sommet de l'UA :



L'Année de l'éducation de l'Union africaine

Alors que l'Afrique devrait abriter la plus grande population de jeunes au cours des prochaines décennies, l'**Union africaine (UA)** a déclaré 2024 comme l'« Année de l'éducation », afin de souligner le rôle crucial que l'éducation peut jouer dans le développement économique, culturel et social du continent.

En s'appuyant sur une collaboration de longue date pour promouvoir l'éducation à travers l'Afrique, l'engagement du GPE avec l'UA tout au long de l'année impliquait notamment de coorganiser des forums de haut niveau, des dialogues sur les politiques éducatives, ainsi que des initiatives ciblées sur des questions, telles que les politiques et les mécanismes de financements innovants en faveur de l'éducation, l'importance de l'alimentation scolaire pour améliorer les résultats d'apprentissage et un accès plus équitable à l'enseignement fondamental, conformément aux objectifs de développement durable.

De l'Assemblée générale des Nations Unies à New York à la première conférence panafricaine sur l'éducation des filles et des femmes à Addis-Abeba, le GPE et l'UA ont profité d'une série d'événements pour faire valoir l'importance d'accroître les financements en faveur de l'éducation et de garantir qu'ils atteignent tous les enfants d'Afrique pour que ces derniers disposent des compétences nécessaires pour réussir dans un monde en constante évolution. Des ministres, des bailleurs de fonds, des diplomates, des professionnels de l'éducation et des jeunes leaders ont participé

à ces événements, aux côtés de représentants de la société civile et du secteur privé, pour réfléchir à la manière d'attirer des financements plus importants et plus innovants en faveur de l'éducation, et de rendre l'apprentissage plus inclusif et plus efficace dans toute l'Afrique.

Par exemple, le GPE a participé en octobre à la première Semaine africaine des compétences 2024 sur le thème « Les compétences et les emplois pour le 21^e siècle : développement de compétences de qualité pour une employabilité durable en Afrique ». Organisée par l'UA et le gouvernement du Ghana, cette semaine a représenté une étape importante dans l'Année de l'éducation de l'UA et a fourni au GPE une plateforme essentielle pour présenter ses interventions en matière de développement des compétences et d'éducation qui constituent des moteurs essentiels de la croissance de l'emploi en Afrique.

En octobre également, les ministres en charge du développement des pays membres du G7 se sont engagés à soutenir les efforts déployés par l'UA pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en matière d'éducation, en investissant dans le capital humain de la région, notamment par l'intermédiaire du GPE.

Le président du Conseil du GPE, S.E. Jakaya Mrisho Kikwete, avec les jeunes leaders Anna Bella Sabilah d'Indonésie et Farida Ally du Kenya, à l'occasion de la commémoration à mi-parcours de l'Année de l'éducation de l'UA, qui s'est tenue en marge de la 79^e Assemblée générale des Nations Unies à New York, États-Unis.

GPE/Timo Diers



Le **Partage de connaissances et d'innovations (KIX) du GPE**, qui a été mis en œuvre par le **Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**, joue un rôle prépondérant pour renforcer les opérations du GPE, en générant et en améliorant l'utilisation de données probantes dans l'élaboration de politiques pour relever les défis de l'éducation, et en facilitant le partage des connaissances entre les pays par le biais de quatre pôles régionaux, à savoir : le KIX Afrique 19 pour l'Afrique orientale, australe et occidentale ; le KIX Afrique 21 pour l'Afrique occidentale et centrale et l'océan Indien ; le KIX EMAP pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Asie et le Pacifique et ; le KIX ALC pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Des délégations nationales du KIX, composées de représentants des ministères de l'Éducation, d'organisations de développement et multilatérales, de la société civile et du monde universitaire, sont présentes dans 71 pays partenaires du GPE.

En 2024, le KIX du GPE a soutenu 537 extraits de recherche qui ont engendré 126 exemples d'utilisation des données probantes et des innovations dans les politiques éducatives et les processus décisionnels. Les résultats et les enseignements tirés des projets de recherche appliquée du KIX (résumés dans des rapports de synthèse) orientent le dialogue sectoriel sur l'éducation des jeunes enfants, les systèmes de données sur l'éducation et l'utilisation des données, l'égalité entre les genres, les stratégies pour soutenir l'apprentissage des enfants non scolarisés et le développement professionnel des enseignants.

Les pôles régionaux du KIX sont parvenus à organiser 77 ateliers d'apprentissage entre pairs et près de 26 000 personnes ont participé aux événements organisés par les pôles et les bénéficiaires de la recherche, dont plus de 20 000 sont issus des pays partenaires.

- Les **Maldives** ont organisé le tout premier Forum national d'applications des connaissances du KIX en mai 2024, qui a rassemblé plus de 100 participants pour leur permettre de partager leurs expériences en matière de promotion d'une éducation de la petite enfance équitable. Le pays partenaire participe actuellement à un projet de recherche du KIX qui porte sur l'apprentissage des jeunes enfants par le jeu pour renforcer ses propres travaux de réforme, en utilisant les 8 millions de dollars du financement pour la transformation du système et un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE.
- Le pôle d'Amérique latine et des Caraïbes du KIX a soutenu l'examen de mi-parcours du pacte de partenariat du **Salvador**, tandis que le pôle Afrique 19 du KIX a organisé un atelier national de renforcement des capacités d'une durée de trois jours sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques relatives au personnel enseignant en **Éthiopie** avec des participants du ministère de l'Éducation, des centres de formation des enseignants, des syndicats d'enseignants et de la commission de la fonction publique.
- Le **Ghana** tire parti du financement du GPE pour réformer son éducation de base grâce à un financement pour la transformation du système d'un montant de 31 millions de dollars et d'un fonds à effet multiplicateur du GPE d'un montant de 40 millions de dollars, assortis de 40 millions de dollars supplémentaires provenant d'un syndicat de fondations philanthropiques. Les efforts déployés par le Ghana pour réformer son système éducatif se sont intensifiés en participant à la recherche sur l'apprentissage des jeunes enfants du pôle régional Afrique 19 du KIX et en soutenant la recherche sur une série d'approches visant à améliorer l'éducation de la petite enfance. Pendant ce temps, L'Éducation à voix haute a soutenu des organisations de la société civile ghanéennes qui s'efforcent de promouvoir des politiques éducatives inclusives et intégrant la notion de genre pour les enfants issus des régions les plus reculées et les plus touchées par la pauvreté.

Les premières conclusions d'une évaluation externe ont montré que le KIX était mieux aligné sur le modèle opérationnel du GPE et que les hauts fonctionnaires du gouvernement étaient plus engagés. L'évaluation a constaté que

le KIX avait généré une « base de données probantes importante sur les innovations en matière d'éducation » et qu'il « soutenait les changements de politiques et de pratiques fondés sur des données probantes ».

L'évaluation a conclu que l'envergure et le mécanisme interconnecté du KIX le rendaient « unique » en son genre.

Le soutien de la Fondation LEGO à la recherche sur l'éducation de la petite enfance

Alors que de nombreux gouvernements africains ont augmenté leurs promesses de contribution en faveur de l'éducation de la petite enfance, beaucoup ont également dû faire face à un manque de connaissances sur la manière d'adapter et de déployer les approches qui fonctionnent le mieux pour les jeunes enfants, tout en tenant compte de l'équité et de l'égalité entre les genres dans l'éducation. En tirant parti du pouvoir de la collaboration, huit projets du KIX, dont cinq étaient soutenus par un financement de 3 millions de dollars de la **Fondation LEGO**, ont généré et mobilisé des données probantes sur l'éducation des jeunes enfants dans 11 pays africains.

Ces initiatives ont impliqué les communautés de différentes manières. Les projets de recherche en **Ouganda** ont directement impliqué les parents dans l'installation de nouveaux centres dans des zones rurales qui ne disposaient pas de ce type d'établissement auparavant. Les résidents se sont portés volontaires pour jouer un rôle de premier plan et participer aux activités du projet.

Des ateliers suivis de réunions de réflexion ont été organisés avec des partenaires gouvernementaux et des parties prenantes du secteur de l'éducation du **Cambodge**, de la **République démocratique populaire lao** et de la **Tanzanie** dans le cadre du projet « LEARN Plus », qui a été mis en œuvre par **Plan International Canada**. Les pays ont également partagé leurs connaissances sur les méthodes éprouvées pour améliorer l'éducation de la petite enfance, grâce aux occasions créées par les pôles régionaux du KIX. La **Sierra Leone**, par exemple, a pu apprendre sur la boîte à outils du groupe de travail technique du **Ghana**, grâce à l'un de ces échanges.



Dans la politique mondiale

Les budgets consacrés à l'éducation dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure subissent d'énormes pressions, des pressions qui s'intensifient à un moment où

de nombreux pays luttent pour maintenir leurs dépenses publiques consacrées aux domaines essentiels de l'éducation, tels que les salaires des enseignants et la sécurité des écoles. Dans le même temps, la part de l'aide au développement consacrée à l'éducation est en baisse.

« L'éducation est un droit fondamental et la clé de voûte du développement durable. Le financement de l'éducation est essentiel à l'établissement d'une société informée, compétente et innovante. L'éducation contribue à réduire la pauvreté, les inégalités et la violence, tout en favorisant la croissance économique, la mobilité sociale et l'entente mondiale. »

– Asimawu Tahiru, ancienne jeune leader du GPE, Ghana

Un changement de paradigme urgent est nécessaire pour privilégier et accroître les investissements dans l'éducation, l'enseignement et l'apprentissage, ainsi que pour garantir une répartition plus équitable des ressources consacrées à l'éducation.

Dans ce contexte et en tant que membre du comité directeur de haut niveau pour l'objectif de développement durable n° 4, le GPE s'est efforcé de maintenir l'éducation au premier rang des priorités politiques. Il a notamment plaidé pour

que le financement de l'éducation reste une priorité lors du forum du Groupe des Sept (G7), de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Sommet de l'avenir et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29). Le GPE a également contribué à d'importantes initiatives multilatérales telles que la Réunion mondiale sur l'éducation de 2024, qui s'est tenue juste après la Réunion des ministres de l'Éducation du G20, et la première Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre des enfants.

Mettre un terme à la violence contre les enfants dans les écoles

En 2024, le GPE a plaidé en faveur d'approches visant à mettre un terme à la violence basée sur le genre en milieu scolaire lors du Forum mondial sur l'éducation en mai et a participé à la première Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre des enfants en novembre.

Certains pays partenaires, comme la **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, ont fait valoir l'importance de mettre un terme à la violence basée sur le genre en milieu scolaire lors de l'élaboration de leur pacte de partenariat ou de la planification de l'utilisation des fonds du GPE dans le cas de la **Guinée** et du **Mozambique**. Le projet du KIX intitulé « Stratégies visant à prévenir la violence sexuelle et sexospécifique et à favoriser l'équité dans les écoles rurales » (mis en œuvre par **CLADE**, la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation) crée des environnements d'apprentissage plus sûrs et plus équitables pour les filles et les garçons, grâce à des recherches qui promeuvent l'équité entre les genres et la sécurité en milieu scolaire. En **Haïti**, les élèves reconnaissent désormais que des situations telles que les brimades et le harcèlement sexuel sont des formes de violence fondée sur le genre. Cette nouvelle prise de conscience s'accompagne d'un engagement ferme de la part des dirigeants communautaires qui œuvrent activement en faveur de la prévention de la violence fondée sur le genre en milieu scolaire, garantissant ainsi que le projet aura un impact à long terme. Le **Honduras** a également considérablement amélioré la sécurité scolaire dans des zones ciblées, grâce à quelques travaux de rénovations de base entrepris au niveau des toilettes, des réseaux d'approvisionnement en eau et des systèmes d'égouts des écoles.



MOMENTS CLÉS

Laura Frigenti, directrice générale du GPE, participe à un cercle de lecture au **Salvador** en janvier 2024 lors de la visite d'une école qui met en œuvre la réforme nationale de l'éducation de la petite enfance. Pendant sa mission au Salvador, la directrice générale du GPE a célébré la Journée internationale de l'éducation et a rencontré des représentants du gouvernement, de la société civile, de la jeunesse et du groupe local des partenaires de l'éducation, afin de découvrir comment l'Accélérateur de l'éducation des filles, qui est le guichet de financement du GPE spécialement conçu pour accélérer les progrès en matière d'éducation des filles, a été utilisé pour élaborer du matériel pédagogique intégrant la notion de genre pour les jeunes élèves.



GPE

Jo Bourne, directrice technique du GPE, s'exprime en tant que membre du panel pour les perspectives intersectorielles sur l'égalité des genres lors de la Réunion mondiale sur l'éducation 2024 qui s'est tenue à Fortaleza, au Brésil, sur l'importance de prendre en compte les différentes expériences des filles et des garçons dans tous les aspects des systèmes éducatifs et sur le potentiel des jeunes à devenir des agents du changement. En

adéquation avec l'axe principal de la présidence brésilienne du G20, à savoir remettre l'équité et l'inclusion au centre des actions, la réunion mondiale sur l'éducation 2024 a réuni des acteurs étatiques et non étatiques pour définir des stratégies d'accélération afin de réaliser le programme de développement durable à l'horizon 2030, en reconnaissant le rôle de l'éducation comme facteur d'égalité sociale et comme moteur du développement durable.



UNESCO/Aurélio Alves

2024

Laura Frigenti, directrice générale du GPE, rencontre des représentants d'organisations de la société civile à l'occasion d'un événement organisé en marge de la 79^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Le GPE a continué à plaider en faveur de l'éducation à l'AGNU 2024 en co-organisant un événement avec l'Union africaine (UA) pour commémorer à mi-parcours l'Année de l'éducation de l'UA. Le GPE a co-organisé

6 sessions portant sur l'importance des technologies d'assistance pour transformer les opportunités d'éducation et d'emploi des élèves en situation de handicap, la transformation numérique pour l'éducation, notamment le lancement du cadre commun, l'engagement des jeunes à l'échelle mondiale à la Fondation Ban Ki-moon, ainsi que les solutions pour favoriser l'éducation des enfants non scolarisés. Le GPE a également tenu des réunions bilatérales avec des fondations et des

bailleurs de fonds souverains, et a apprécié la forte participation des jeunes leaders du GPE, notamment au Sommet de l'avenir.

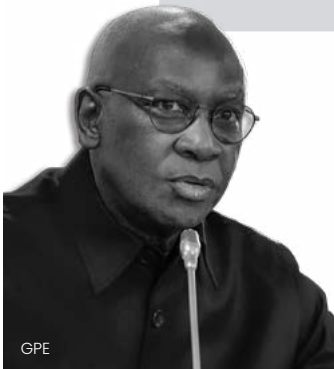


GPE/Timo Diers

GPE/Timo Diers

« Plutôt que d'être en crise, l'éducation devrait être un outil pour répondre aux défis mondiaux. Face aux changements rapides liés au climat, à la technologie et à la démographie, l'éducation est notre meilleur investissement pour bâtir un avenir plus sûr où personne n'est laissé pour compte. »

- Serigne Mbaye Thiam, envoyé de haut niveau du GPE



GPE



En septembre, le GPE a annoncé la nomination de deux envoyés de haut niveau et conseillers pour plaider en faveur de 12 années d'éducation de qualité pour tous les enfants : Serigne Mbaye Thiam, ancien ministre de l'Éducation du Sénégal, qui a également exercé auparavant la fonction de vice-président du Conseil d'administration du GPE, et Ruth Kagia, ancienne directrice adjointe de cabinet et conseillère principale auprès du président du Kenya, qui a dirigé les efforts de co-organisation du Kenya pour la précédente campagne de financement du GPE.

Ici, Kagia, envoyée de haut niveau du GPE, parle de l'importance des programmes d'alimentation et de santé scolaires pour améliorer les résultats des acquis scolaires fondamentaux à l'échelle du continent africain, dans le cadre d'une table ronde organisée à l'occasion du *Africa Foundational Learning Exchange (FLEX) 2024* qui s'est tenu à Kigali, au **Rwanda**, au mois de novembre.

GPE

En septembre, le GPE a accueilli une nouvelle vice-présidente au sein de son Conseil d'administration : Christine Hogan, ancienne vice-ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada. Ici, la vice-présidente Hogan s'entretient avec S.E. Reem Al Hashimy, ministre d'État pour la coopération internationale aux Émirats arabes unis, lors de la réunion du Conseil d'administration qui s'est tenue en décembre à Dubaï, aux **Émirats arabes unis**.



GPE/Rianka Chance

Rianka Chance, jeune leader du GPE de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, au Symposium régional et dialogue politique sur la transformation de l'éducation dans les Caraïbes, qui s'est tenu aux îles Caïmans en septembre, lors duquel elle a plaidé auprès des dirigeants régionaux, aux côtés d'Anjalie, jeune leader du GPE du Guyana, en faveur de politiques d'éducation équitables et inclusives dans les Caraïbes.



GPE/Britto Kuniyil

Laura Frigenti, directrice générale du GPE, parle de la corrélation qui existe entre l'éducation et la paix lors d'une table ronde portant sur l'importance d'investir dans une éducation de qualité pour garantir la croissance économique, la paix et la stabilité, qui s'est tenue au *Center for Strategic & International Studies (CSIS)* en avril à Washington, D.C., en amont des Réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.



GPE/Timo Diers

4. Apprendre et s'adapter : la voie qui mène vers le changement

La forte augmentation du nombre de financements approuvés, de décaissements et d'autres types de soutiens octroyés aux pays partenaires en 2024 est due en partie à la détermination constante du GPE de s'améliorer grâce à l'apprentissage et à l'adaptation. En s'appuyant sur une base de données probantes de plus en plus importante, notamment les examens de mi-parcours des pactes de partenariat, le GPE procède à des adaptations audacieuses qui le rendent plus efficace, plus efficient et plus flexible.

Le parcours qui mène vers la transformation du système est parfois parsemé d'embûches mais le fait d'apprendre ensemble, en tant que partenariat, grâce aux examens de mi-parcours, permet au GPE de s'adapter avec une certaine agilité. Les examens de mi-parcours sont une excellente occasion pour les gouvernements et les partenaires de faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la réforme prioritaire identifiée dans chaque pacte de partenariat, de convenir des prochaines étapes ou d'un changement de trajectoire pour ajuster l'alignement et renforcer le suivi, ainsi que de mobiliser des financements supplémentaires et d'autres partenaires.

Les examens de mi-parcours des pactes de partenariat se sont multipliés en 2024, et environ 25 pays partenaires devraient terminer les leurs dans les prochains mois. En servant de base pour les prochains financements, les examens déclenchent des financements complémentaires basés sur les résultats, dont la plupart incitent à améliorer l'efficacité et à accroître les dépenses consacrées à l'éducation. Les examens de mi-parcours garantissent également que le GPE investit dans la continuité des programmes de réformes nationaux, en favorisant l'adaptation et l'apprentissage, afin de s'assurer que les réformes entraînent effectivement les changements souhaités dans le secteur de l'éducation.

Les examens indépendants des activités et de l'impact du GPE publiés en 2024 ont réaffirmé l'utilité de mettre l'accent sur la transformation du système et les avantages du modèle opérationnel du GPE axé sur le partenariat, et ont permis d'identifier les domaines à améliorer pour la prochaine période de financement. Les mesures prises par le GPE au cours de l'année 2024 pour diversifier le groupe d'agents partenaires éligibles et simplifier le processus de sélection, illustrent la manière dont le GPE répond aux commentaires des pays et aux évaluations indépendantes.

Les premières conclusions des examens du KIX et de L'Éducation à voix haute ont également indiqué que les deux programmes ont remporté un franc succès. Les deux fonds sont considérés comme étant uniques dans le secteur de l'éducation, compte tenu de leur couverture géographique, de leurs approches et de leur ampleur. Le KIX, en particulier, est perçu comme un fonds qui atteint ses objectifs en matière de génération et de mobilisation de connaissances, ainsi que de renforcement des capacités des pays partenaires.

Rassembler les partenaires et promouvoir les voix des parties prenantes

Une enquête réalisée en 2024 auprès de plus de 360 parties prenantes du secteur de l'éducation à la demande du GPE a montré que ces dernières appréciaient les efforts consentis par le GPE pour rassembler et focaliser divers groupes sur la réforme prioritaire de chaque pays partenaire : 79 % des personnes interrogées sont d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que le GPE apporte une contribution importante en faisant entendre les voix de la société civile et des groupes les plus marginalisés dans les processus décisionnels de l'éducation. Les trois quarts des personnes interrogées ont indiqué que la capacité du GPE à réunir des organisations internationales au niveau national était un atout précieux.

Utiliser un examen de mi-parcours pour renforcer l'impact des réformes au Tadjikistan

Le processus de suivi des progrès et d'ajustements, qui nécessite beaucoup de temps, de fonds et d'expertise, est l'un des nombreux défis rencontrés par les pays qui mènent une réforme de l'éducation. En travaillant avec le GPE sur les examens de mi-parcours de leurs pactes de partenariat, les pays partenaires réunissent les principales parties prenantes pour examiner les nouvelles données probantes et déterminer les obstacles nouveaux ou persistants qui empêchent de transformer le système éducatif.

En 2024, le **Tadjikistan** a été l'un des premiers pays partenaires à procéder à un examen de mi-parcours de son pacte de partenariat, dont la réforme prioritaire vise à développer les compétences des enfants pour leur permettre de réussir au 21^e siècle. En collaboration avec les institutions nationales, les partenaires de développement, les représentants des enseignants et les organisations de la société civile, le gouvernement a examiné les principaux résultats de la réforme et les moyens d'accélérer les progrès.

Ils ont constaté que la réforme de l'« enseignement axé sur les compétences » du Tadjikistan se

concrétisait dans la formation des enseignants, la formation en cours d'emploi et le programme de mentorat, ainsi que dans l'enseignement en classe. La réforme a également permis de réviser plusieurs matières enseignées, notamment grâce à de nouveaux supports didactiques et pédagogiques, dont certains seront déployés à l'échelle nationale.

Par ailleurs, l'examen de mi-parcours a permis d'identifier les domaines qui nécessitent une attention particulière pour améliorer le processus de réforme et veiller à ce que la mise en œuvre dépasse la phase pilote pour s'étendre à l'ensemble du système. L'examen de mi-parcours a été conçu pour améliorer les pratiques de suivi conjoint et le Tadjikistan a adopté une nouvelle approche structurée du suivi et de l'évaluation en conséquence. Il évaluera les progrès accomplis en s'appuyant sur des indicateurs et des cibles qui reflètent les conclusions de l'examen et les ambitions du pacte de partenariat du pays.

En définissant clairement les ajustements nécessaires et en définissant les rôles des acteurs institutionnels et des partenaires de développement, ce nouveau cadre de suivi jouera un rôle déterminant dans la mise en œuvre, notamment en renforçant les fondations du système national pour ancrer l'enseignement axé sur les compétences.

L'examen de mi-parcours du Tadjikistan a réaffirmé sa détermination à transformer son système éducatif dans le cadre de sa stratégie nationale de développement de l'éducation pour 2030. La nouvelle réforme prioritaire permet d'orienter clairement les partenaires nationaux et internationaux, et définit des indicateurs permettant de suivre la façon dont sa réforme prioritaire se concrétise dans l'ensemble du système.



Des élèves de 4^e année effectuent un travail de groupe en classe à l'école 51 de la ville de Kulob, dans la province de Khatlon, au Tadjikistan. L'école 51 est une école qui a réussi à mettre en œuvre la réforme de l'enseignement axé sur les compétences. Elle est maintenant adoptée par tous les partenaires de développement et déployée dans le cadre d'une transformation de l'ensemble du système.

GPE/Kelley Lynch

Une évaluation du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) a également confirmé que le GPE remplissait son rôle qui consiste à soutenir les objectifs de plus en plus ambitieux des pays partenaires en matière de réforme de l'éducation fondée sur des données probantes, en mettant l'accent sur l'appropriation par les acteurs locaux, la coordination de l'aide et la transparence. De nombreuses coalitions nationales pour l'éducation soutenues par le GPE comprennent des représentants des jeunes et des enseignants, tandis que les parties prenantes des groupes locaux des partenaires de l'éducation dans les pays partenaires jouent un rôle déterminant dans l'élaboration des pactes de partenariat des pays. Le MOPAN a également mis en avant le succès du GPE dans la promotion de l'égalité des genres et la mobilisation de nouveaux fonds et de nouveaux partenaires financiers en faveur du secteur de l'éducation pour relever les défis de l'éducation à grande échelle.

« Le GPE a permis d'améliorer le dialogue inclusif, d'aider les pays partenaires à identifier et à éliminer les points de blocage dans le secteur de l'éducation, ainsi qu'à renforcer la pertinence de son soutien financier et non financier par rapport aux besoins et aux contextes des pays partenaires. »

Le Groupe indépendant d'évaluation a également confirmé l'importance de l'approche systémique pour améliorer les résultats d'apprentissage dans son évaluation du soutien de la Banque mondiale à l'éducation de base. Ce rapport présente le GPE comme un partenariat positif à grande échelle qui apporte une valeur ajoutée au développement de l'éducation de base et souligne l'impact positif du GPE pour promouvoir l'interaction entre les partenaires de développement et la société civile, mobiliser des financements et soutenir la coordination sectorielle. Les évaluations au niveau des pays montrent que les dialogues inclusifs menés par les gouvernements sont solides et que les pays partenaires ont utilisé des données probantes pour identifier les défis de manière plus systématique.

Comment le GPE atteint et affine ses objectifs stratégiques

En adoptant le plan stratégique GPE 2025 il y a quatre ans, le GPE a défini son rôle dans la collaboration avec les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pour obtenir un impact à l'échelle du système en renforçant les politiques et la planification intégrant la notion de genre, en mobilisant des financements et une action coordonnée, tout en apprenant et en s'adaptant pour obtenir des résultats. L'adoption du pacte de partenariat, le succès du fonds à effet multiplicateur du GPE qui a attiré près de 4 milliards de dollars de cofinancement, et le perfectionnement des approches, tant au sein du GPE que dans les pays partenaires, laissent supposer que des progrès remarquables ont été accomplis dans le cadre du GPE 2025.

Afin de poursuivre sur cette lancée, le GPE élaborera son prochain plan stratégique GPE 2030 au cours de l'année 2025, en appliquant les leçons tirées des examens indépendants, tels que celui du MOPAN, ainsi que des nombreuses concertations avec les partenaires du GPE et les groupes constitutifs du Conseil d'administration.

La nouvelle stratégie s'appuiera sur les progrès réalisés par le GPE dans le cadre du plan stratégique GPE 2025, en particulier dans les domaines de l'inclusion des enfants les plus marginalisés et de la scolarisation d'un plus grand nombre de filles. Le plan stratégique GPE 2030 encouragera les efforts déployés pour recueillir et utiliser les données sur les résultats de l'apprentissage fondamental, perfectionnera l'approche du GPE en matière de suivi et de démonstration des résultats, et continuera à mettre l'accent sur l'alignement et la coordination avec les efforts des partenaires.

En s'inspirant de la réussite du fonds à effet multiplicateur, les possibilités d'utiliser des financements innovants pour mobiliser des fonds supplémentaires au profit de l'éducation se multiplieront. Sur le plan opérationnel, le GPE perfectionnera encore son processus de sélection des agents partenaires pour pouvoir mieux répondre aux besoins des pays partenaires, tout en adaptant sa structure juridique pour faciliter la mobilisation et la gestion de financements provenant d'un plus grand nombre de partenaires.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE

Le GPE dispose d'un Conseil d'administration multipartite composé de 40 membres, issus de ses groupes constitutifs¹.

S.E. JAKAYA
MRISHO
KIKWETE



PRÉSIDENT

Son Excellence Jakaya Mrisho Kikwete est président du Conseil d'administration du GPE depuis septembre 2021. Il y apporte la précieuse expérience qu'il a acquise en tant qu'ancien président de la Tanzanie et sa passion pour la promotion de l'éducation, de la santé des femmes et des enfants, et pour la défense des réfugiés.

CHRISTINE
HOGAN



VICE-PRÉSIDENTE

En septembre 2024, Christine Hogan est devenue vice-présidente du Conseil d'administration du GPE, après avoir été sous-ministre de l'Environnement et du Changement climatique et sous-ministre du Commerce international du Canada. Forte de plus de 30 ans d'expérience dans la fonction publique, Mme Hogan plaide en faveur des investissements dans l'éducation pour créer un monde plus égalitaire, plus durable et plus prospère.

Afrique 1	Farah Sheikh Abdulkadir, ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur, Somalie Suppléante : Carmelita Rita Namashulua, ministre de l'Éducation et du Développement humain, Mozambique
Afrique 2	Youssef Tahir Ahmat, directeur général de l'administration, de la planification et des ressources, ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion civique, Tchad Suppléant : Moustapha Mohamed Mahamoud, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Djibouti
Afrique 3	Maruf Tunji Alausa, ministre de l'Éducation, Nigéria Suppléant : Louis Moses Mendy, secrétaire permanent, ministère de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire, Gambie
Asie et Pacifique	Ismail Shafeeu, ministre de l'Éducation, Maldives Suppléant : Wayne Mendiola, secrétaire par intérim, ministère de l'Éducation, États fédérés de Micronésie
Europe de l'Est, Moyen-Orient et Asie centrale	Saidzoda Rahim, Saidzoda Rahim, ministre de l'Éducation et des Sciences, Tadjikistan Suppléant : Dan Perciun, ministre de l'Éducation et de la Recherche, République de Moldova
Amérique latine et Caraïbes	Daniel Esponda Velasquez, ministre de l'Éducation, Honduras Suppléante : Priya Manickchand, ministre de l'Éducation, Guyana
Bailleur de fonds 1	Jean-Sébastien Conty, directeur adjoint des affaires globales, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France Suppléante : Anna-Lena Flurry Angelotti, conseillère politique principale, Direction du développement et de la coopération, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse
Bailleur de fonds 2	Line Friberg Nielsen, conseillère technique principale, ministère des Affaires étrangères, Danemark Suppléante : Helena Reuterswärd, chargée de programmes principale, Agence suédoise de coopération internationale pour le développement, Suède

1. Liste en date du 31 décembre 2024. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse suivante : <https://www.globalpartnership.org/tr/who-we-are/board>.

Bailleur de fonds 3	Barbara Curran, directrice générale, Bureau du développement social et économique, Affaires mondiales, Canada Suppléante : Judith Herbertson, cheffe du Département de l'éducation des filles, Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Royaume-Uni
Bailleur de fonds 4	Merete Lundemo, envoyée spéciale pour l'éducation en situations de crise et de conflits, ministère des Affaires étrangères, Norvège Suppléante : Ilham Al Ghadiri, diplomate, ministère des Affaires étrangères, Émirats arabes unis
Bailleur de fonds 5	Martin Seychell, directeur général adjoint, Direction générale des partenariats internationaux, Commission européenne Suppléante : Heike Kuhn, cheffe de la division éducation, ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, Allemagne
Bailleur de fonds 6	Natasha de Marcken, administratrice adjointe, Agence des États-Unis pour le développement international Suppléante : Rhona McPhee, secrétaire adjointe, Programmes et partenariats internationaux, ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Australie
Organisations de la société civile 1	Yona Nestel, responsable de la politique d'éducation et du plaidoyer, Plan International Suppléante : Susan Nicolai, responsable de l'éducation, <i>Save the Children</i>
Organisations de la société civile 2	Solange Akpo-Gnandi, coordinatrice régionale, Réseau africain pour la campagne pour l'éducation pour tous Suppléante : Rasheda Khatoon Choudhury, directrice exécutive, Campagne pour l'éducation populaire
Organisations de la société civile 3	Haldis Holst, secrétaire générale adjointe, Internationale de l'Éducation Suppléant : Dennis Sinyolo, directeur régional Afrique, Internationale de l'Éducation
Secteur privé	David Boutcher, associé, <i>Reed Smith LLP</i> Suppléante : Emily Friedman, responsable de l'investissement des entreprises pour l'impact sur l'éducation, Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation
Fondations privées	Andrew Cunningham, responsable mondial, Éducation, Fondation Aga Khan Suppléant : Christopher Thomas, directeur des partenariats, Fondation du prix Yidan
Organismes multilatéraux 1	Stefania Giannini, sous-directrice générale pour l'Éducation, UNESCO Suppléante : Valerie Guarnieri, sous-directrice exécutive, Programme alimentaire mondial
Organismes multilatéraux 2	Pia Rebello Britto, directrice mondiale, Éducation et développement des adolescents, UNICEF Suppléant : Sajjad Massod Malik, directeur, Division de la résilience et des solutions, HCR
Organismes multilatéraux 3	Luis Benveniste, directeur, Pôle mondial d'expertise en Éducation, Banque mondiale Suppléant : Idrissa Dia, directeur, Département des infrastructures économiques et sociales, Banque islamique de développement

Les membres du Conseil d'administration du GPE se sont réunis en décembre 2024 à Dubaï, aux Émirats arabes unis. GPE/Muhammed Muttill



Photo de couverture :

Marie Goreth Mukayisenga, enseignante au Groupe Scolaire Rosa Mystica à Kamonyi au Rwanda, supervise le travail de Gafurama Isheja Ornella, élève de 4^e année.

GPE/Nkurunziza (Trans.Lieu)

CONTACT

information@globalpartnership.org

BUREAUX

Washington

701 18th St NW

2^e étage

Washington, DC 20006

États-Unis

Paris

66 Avenue d'Éléna

75116 Paris

France

Bruxelles

Avenue Marnix 17, 2^e étage

B-1000, Bruxelles

Belgique

Chennai

Global Infocity Park, Block C

11^e étage

40 MGR Salai, Perungudi

Chennai, Tamil Nadu 600096

Inde

Publié par le Partenariat mondial pour l'éducation

avril 2025

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Partenariat mondial pour l'éducation ou la Banque mondiale, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, frontières ou limites.